

tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 540 - mercredi 31 mai 1972 - 2 F

LA FAMILLE EN CHINE



Debré attaque au Larzac

« Michel Debré, ministre des Armées, vient de notifier officiellement au préfet de l'Aveyron que le périmètre d'extension du camp du Larzac sera celui qui a été proposé par la Commission de Concertation et qui correspond à une extension réduite désormais à une superficie de 13.500 hectares environ « La Croix » du 26 Mai 72 annonce ainsi la contre-attaque de Debré. Debré cherche à faire croire par là qu'il s'incline devant les mouvements de protestation contre l'extension du camp. Or en fait il n'en est rien. La commission de concertation en effet ne comporte aucun des paysans concernés. Ceux-ci y sont allés au début, mais ils ont très vite compris et on leur a dit que cette commission ne devait en fait qu'étudier les possibilités d'extension sans douleur du camp, mais bien sûr, sans remettre en cause le principe même de l'extension.

Les paysans du Larzac ne siègent donc plus dans cette commission. Quant à la réduction à 13.500 hectares, elle est obtenue par préservation de certaines terres de l'Ouest, partiellement récupérées au Sud. Or de cette solution, les paysans justement ne voulaient à aucun prix. La note de Debré signifie que la procédure réglementaire d'acquisition va être engagée. Cette procédure est en deux temps :
1. Enquête préalable purement consultative qui doit se terminer par une déclaration d'utilité publique et donc permettre la 2^e phase.
2. Ordonnance d'expropriation pour les terrains n'ayant pas fait l'objet d'une cession amiable. Notons, au passage, que cette note est publiée le lendemain d'un meeting qui à la Mutualité à Paris a réuni le 24 mai près de 4.000 personnes. Nul doute que l'ambiance eût été différente si cette note avait été connue. Il est clair que Debré ne désarme pas. Plus que jamais la mobilisation doit se développer. La grande bataille est pour bientôt !

res, ce qui ne permet pas de satisfaire une telle éventualité. Voilà pour la forme du débat. Venons au fond : la tâche nous est facilitée par la prise de position de la C.G.T. en faveur d'une grève générale de 24 heures le 7 juin, accompagnée de manifestations. Nous avons dit dans notre article que l'on ne pose pas le problème de la grève générale hors de toute montée réelle des luttes sociales sur le terrain des entreprises. Nous avons écrit que la C.F.D.T. avait eu raison de prendre le problème de cette façon, mais que néanmoins, beaucoup d'ambiguïtés persistent chez elle non seulement pour maintenir ce cap, mais aussi pour avancer vers des mouvements de masse réellement assumés à la base, vers des transformations radicales des rapports de production et non seulement des appareils politiques, c'est-à-dire poser la question « pour faire, quoi ? ».

Aujourd'hui, le comité confédéral de la C.G.T. dit : « après les multiples luttes de ces derniers mois qui ont fait la preuve d'une haute combativité, d'une volonté générale d'action coordonnée, le moment est venu pour tous les salariés, d'élever le niveau de la lutte (...) ».

le problème à propos de la position de la C.F.D.T. Nous passerons sur l'ironie de l'article que vous avez publié. Cependant, contrairement à vos affirmations, nous ne menons pas plus à la C.F.D.T. qu'à la C.G.T., une politique de fraction. Ce n'est pas nous le savons, la position de l'ensemble des militants révolutionnaires. Là encore, le débat est ouvert et nous attendons de connaître la position de la fraction P.C.F. à la C.G.T. sur ce problème, l'analyse des résultats d'ensemble — que nous jugeons désastreux — de sa pratique dans les mouvements de

masse depuis 1920. Peu de militants du mouvement révolutionnaire sont décidés à recommencer des erreurs qui ont conduit à « domestiquer », voire à stériliser la combativité autonome et créative du prolétariat. Le collectif politique, le pôle révolutionnaire dont le mouvement révolutionnaire prépare l'émergence dans la lutte sans en faire une avant-garde auto-proclamée, n'est rien d'autre que le parti de la révolution socialiste et du communisme, objectif dont le P.C.F. n'a pas été capable d'enclencher le processus.

M. C. ■

Lettre ouverte à l'Humanité

Sous le titre « Encombrante situation », vous avez critiqué dans le numéro du vendredi 19 mai notre article intitulé « Un, dix, cent Joint Français » et signé de Michel Camouis (N° 537, du 17 mai). Tout d'abord nous pensons que la critique, que la confrontation de nos divergences devant l'ensemble des travailleurs et pas seulement devant nos militants est une chose saine qu'il faut développer encore. Mais cela

suppose bien entendu que tous les éléments soient fournis. C'est justement ce que vous n'avez pas fait à cette occasion en ne publiant pas notre article. Certes, les militants, les sympathisants et les lecteurs que vous représentez ont théoriquement la possibilité de « s'informer » en achetant « Tribune socialiste » chez leur marchand de journaux. Hélas, nous ne tirons qu'à un peu moins de 30.000 exemplai-

Comment peut-elle aujourd'hui, dire cela alors qu'elle a freiné la prise de conscience à l'occasion de nombre de ces « multiples luttes » qui ont jeté dans la bataille de classes des milliers de femmes, d'immigrés, de jeunes (Penarroya, Girosteel, Paris, Joint Français...)? Révision de son analyse. Désaveu à l'égard de syndicats ou de sections C.G.T.? Volonté d'exporter une réponse essentiellement sur le terrain de la bourgeoisie, c'est-à-dire de la politique gouvernementale et des déclarations de Chaban-Delmas? Toujours est-il que cela ne peut pas être clair pour les travailleurs et que nous avons donc raison d'aborder

Encombrante situation

DANS « Tribune Socialiste », organe du P.S.U., un certain Michel Camouis commente, pour s'en féliciter, l'opposition de la C.F.D.T. à l'actoin interprofessionnelle d'ampleur nationale que la C.G.T. lui propose d'organiser en commun.

Il y voit « l'amorce d'un tournant » qu'il juge positif mais dont il déplore qu'il soit « loin de refléter une position majoritaire dans ses syndicats », affirmation dont nous lui laissons la responsabilité.

Critiquant des organisations de la C.F.D.T. qu'il taxe d'« électoralisme » parce qu'elles sont favorables à l'action commune, tant sur le plan général que sur le plan de l'entreprise, il évoque ce qu'il nomme les « responsabilités du mouvement révolutionnaire » (lisez : des groupes gauchistes) pour y remédier et affirmer d'autres perspectives, « une stratégie politique autre ».

Il écrit : « Les militants révolutionnaires, dont ceux du P.S.U., qui ont joué un rôle essentiel dans le développement des luttes de ces derniers mois, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats, de la C.F.D.T. notamment, doivent être plus précis. »

Et surtout, constatant que les « responsabilités » des gauchistes sont réduites à la C.G.T., car franchement combattues, « Tribune Socialiste » ajoute :

« Elles sont plus importantes au niveau de la C.F.D.T. en cela que le mouvement révolutionnaire n'a pas encore pu dégager le collectif politique susceptible de mener à son terme un processus révolutionnaire et, par conséquent, de servir de pôle attractif. »

Ces « responsabilités », que les gauchistes prétendent s'arroger envers la C.F.D.T. et en son sein, ce « collectif politique susceptible de... », dont parle cet article, méritent bien quelques questions.

Est-ce sans rapport avec les changements intervenus dans nombre de directions à différents échelons de la C.F.D.T., et avec ceux qui sont annoncés au niveau confédéral ?

On peut comprendre que cette sollicitude débordante des gauchistes pour leur organisation syndicale suscite l'inquiétude de bien des militants de la C.F.D.T. qui en subissent déjà le préjudice et qui ont vu les ravages qu'elle a causés partout ailleurs où elle s'est manifesté. C'est ce qui fait dire, par exemple au congrès régional des pays de Loire : « La C.F.D.T. ne sera pas l'U.N.E.F. »...

Sarcelles aux travailleurs !

Sarcelles, 56.000 habitants, ville-dortoir type située dans le Val-d'Oise, à 15 kilomètres au nord de Paris. A l'origine, un bourg de banlieue de 8.000 habitants. Puis en 1954, la S.C.I.C. — filiale de la Caisse des Dépôts — commence d'y construire les premiers logements, à trois kilomètres du « Vieux Village ». Dans le plus grand désordre... Le promoteur compte s'arrêter de construire vers 1985, date à laquelle Sarcelles comptera 90.000 habitants.

UNE LEGENDE TIREE DE LA REALITE

On a beaucoup parlé de Sarcelles. On a même inventé un mot : la sarcellite, pour désigner la morosité chronique des travailleurs condamnés au béton des grands ensembles. Il y a de quoi être « morose », en effet. 1 h 30 de transport par jour en moyenne pour 80 % de la population active. Pas d'emplois sur place : les plus gros employeurs sont actuellement la Mairie et l'Education Nationale. Sous-équipement dans tous les domaines même les plus vitaux, comme la Santé. « Densification » croissante des constructions, pourtant hors de prix, des nouveaux quartiers. Absence de contrôle par les habitants de l'aménagement de la ville. En bref : la S.C.I.C.,

le plus gros propriétaire de France, fait ce qu'elle veut à Sarcelles dont elle possède l'essentiel de la surface bâtie.

UNE VRAIE VILLE ?

On se met à reparler de Sarcelles qui serait en train, dit-on, de devenir « une vraie ville ». Toute la presse parisienne, et même l'hebdomadaire local du P.C.F., a publié cette annonce publicitaire de la S.C.I.C. : « Sarcelles 1972, on en est aux fleurs. Le reste, tout le reste est terminé. » Une description idyllique de la ville suit cette affirmation péremptoire.

Il est vrai que Sarcelles n'est plus dans la situation du début des années 60. Dans les domaines scolaire et sportif en particulier, en dépit de grosses lacunes, l'équipement a fait des progrès. Les trains et autobus qui desservent la ville sont un peu plus nombreux. Attirés par une vaste zone de « chalandise » (c'est nous, les consommateurs, toujours dans le jargon publicitaire de la S.C.I.C.), des commerçants vont s'installer aux Flanades. « Mieux qu'à Parly II », commente, très fier, le maire communiste sortant.

Mais il est vrai aussi et surtout que, malgré le plan d'urbanisme communal, l'aménage-

ment de Sarcelles reste dominé par la recherche du profit. Les Sarcellois attendent toujours des équipements à la mesure d'une ville de bientôt 90.000 habitants dans des domaines essentiels : culturel, santé, services publics, enfance et adolescence, aménagement de l'espace (les fameuses fleurs !). Ils attendent aussi des emplois sur place. Une zone industrielle est certes commercialisée depuis deux ans. Bilan : 60 emplois créés, 220 prévus dans les prochains mois. C'est mince. Quant aux bureaux initialement prévus, et dont la promotion est « délicate », la S.C.I.C. commence à les reconverter en appartements !

LES MUNICIPALES DE DIMANCHE PROCHAIN

C'est dans ce contexte que se dérouleront des élections municipales à Sarcelles, le 4 juin. Un arrêt du Conseil d'Etat vient en effet d'annuler la courte (41 voix) élection de la Liste d'Union Démocratique, le 21 mars 1971.

Trois listes sont en présence. Le député U.D.R. Solange Troisième a constitué autour d'elle un bloc des droites qui prétend à l'apollitisme. Ça n'a pas été sans mal. « Elue de la peur » en juin 1968, elle croit avoir trouvé une recette-miracle en faisant une campagne d'un anti-communisme aussi débile dans son fond qu'abject dans sa forme. A six jours du scrutin, elle n'a encore rien dit aux Sarcellois de ce qu'elle ferait si par malheur elle accédait à la mairie.

La municipalité sortante (19 PCF, 12 PS, 4 républicains) fait campagne sur les thèmes classiques : continuons avec la gauche unie, des réalisations pour Sarcelles, Sarcelles devient une vraie ville (peut-être

a-t-elle le même chargé de relations publiques que la S.C.I.C. ?). Pas un mot sur les luttes à mener pour le cadre de vie, pas un mot sur une démocratie locale effectivement décentralisée.

La section locale du PSU a décidé de présenter une liste d'action socialiste, comme en mars 1971. L'éventualité d'une liste commune de l'ensemble de la gauche a vite été écartée par le comportement du PCF et du PS. En premier lieu, le PCF et le PS n'ont rien voulu retenir des propositions, souvent publiques, formulées depuis 14 mois par nos camarades de Sarcelles. En second lieu, le PCF et le PS n'ont pas appliqué les dispositions d'un accord passé entre les deux tours des dernières municipales avec le PSU et qui prévoyait pour ce dernier des garanties d'information et d'expression.

La liste PSU, dont il n'est pas inintéressant de noter qu'elle comprend 18 hommes et 17 femmes, développe sa campagne sur les thèmes suivants :

— **municipalité de combat**, débordant le cadre strictement légal de la gestion traditionnelle, mobilisant la population et ses Associations, intervenant sur tous les problèmes posés aux travailleurs sur leurs lieux de travail et d'habitation ;

— **gestion démocratique de Sarcelles**, assurant la participation des travailleurs à toutes les décisions en particulier dans le domaine du budget et de la planification des équipements ;

— **vie locale démocratique réunissant** — par le moyen des Assemblées de quartier, des Commissions municipales élargies, d'une information libre et complète — les conditions du contrôle permanent des Sarcellois sur les mesures qui les touchent,

sommaire

5. Le patronat bisontin attaque
6. La bataille du lait reprend dans le Finistère
7. La famille en Chine
Nos camarades Chomel et Perez ont étudié l'évolution de la famille chinoise à travers les différentes étapes révolutionnaires. Elles ont été voir sur place quelle est la réalité. Leur analyse constitue un document exceptionnel.
11. Madagascar, d'un général à l'autre
Des informations très précises et inédites sur le déroulement du mai malgache.
12. La situation en Irlande après le référendum
13. La vérité dont on ne parle jamais sur la Namibie
Il existe encore de véritables esclaves du capitalisme.
15. L'écologie descend dans la rue
16. Chalandon, tu dis n'importe quoi
Un jour c'est blanc, un jour c'est rouge. Mais la pratique, c'est toujours noir.

éditorial

Loin de Nixon et de Moscou

BERNARD JAUMONT

Il est inutile de pleurer sur le lait répandu, et cela ne ferait pas beaucoup avancer les choses non plus de se lamenter gravement sur la signification du voyage de Nixon à Moscou ni de constater avec amertume que même la guerre du Vietnam et le minage du port de Haïphong n'ont pas empêché des accords entre les deux Grands, ni d'en conclure tristement que l'URSS ne représente plus un espoir pour les révolutionnaires qui se heurtent partout à une étroite complicité entre Soviétiques et Américains pour étouffer tout ce qui pourrait gêner leur tête-à-tête. C'est un fait, il faut le prendre comme tel et la seule chose importante est d'en tirer des conclusions pour ce qui nous concerne.

Et d'abord qu'aucun pays ne peut imposer une décision que l'un ou l'autre des deux géants (et a fortiori les deux) serait prêt à combattre par tous les moyens. L'entente entre Washington et Moscou repose d'abord sur une écrasante supériorité militaire. L'accord sur la limitation de leurs armes stratégiques signifie que chacun d'eux renonce à surpasser l'autre dans ce domaine (après avoir cherché à le faire pendant près de dix ans) mais il veut dire aussi qu'ils s'estiment assez forts pour être à l'abri des coups de n'importe quel autre pays sans avoir besoin de développer plus avant leurs arsenaux. Cela vaut bien sûr pour la Grande-Bretagne et la France, définitivement hors course, mais aussi pour la Chine qui ne sera une menace sérieuse (sur le plan des armes nucléaires) que dans quelques années.

Dès lors, chacun ne peut compter que sur soi-même, et la moindre erreur sur l'appréciation du rapport des forces à un moment donné et en un endroit donné peut être fatale.

On n'a pas le droit de se tromper sur les chances de succès d'une lutte armée car toute faute de jugement se traduit par l'extermination de militants révolutionnaires, sans que personne puisse les sauver.

La deuxième chose à retenir, c'est que chacun des deux Grands est disposé à soutenir une révolte ou un soulèvement dans la mesure où il peut s'intégrer dans sa stratégie face à l'autre Grands : les pays arabes peuvent bien en découdre avec Israël, les Bengalis avec le Pakistan, à condition qu'ils acceptent de jouer le jeu, d'arrêter le combat quand on le leur dit, de ne pas chercher à mettre en place un type de société qui serait un danger aussi bien pour l'un que pour l'autre.

Mais en revanche, la complicité est parfaite pour liquider, écraser, massacrer, ceux qui se battent pour leur propre compte, et qui prétendent déterminer eux-mêmes les objectifs et les formes de leur lutte.

La leçon à tirer de ces deux constatations devrait être qu'il faut décidément abandonner dans les zones qui sont essentielles pour l'un ou l'autre des deux Grands tout espoir de révolution passant par la lutte armée. Face à cette formidable coalition de conservatisme, qui se renforce et s'organise (et c'est bien l'objet des négociations de Moscou) le risque de découragement est considérable, d'autant que la logique de cette évolution est l'impossibilité de remettre en cause soudainement et complètement l'ordre établi. A mesure que leurs moyens se développent, que l'expérience précise et perfectionne les règles de leur jeu dangereux, Américains et Soviétiques augmentent leurs chances de

réprimer dès sa naissance tout mouvement qu'ils n'auraient pas eux-mêmes prévu.

Le mouvement révolutionnaire court alors le risque immense de dégénérer en sectes incantatoires se réfugiant chacune dans la récitation de ses talmuds respectifs, ou s'exaltant dans l'intimité sur les mérites d'une lutte armée renvoyée aux calendes. Aussi longtemps qu'il n'aura pas pris une mesure exacte du rapport des forces et de la rapidité avec laquelle il peut agir sur la situation sans appeler une réplique internationale, le PSU, dans la variété de ses courants, ne sera définitivement exempt d'aucune de ces lourdes tentatives.

Seulement quelques exemples exceptionnels prouvent qu'il y a mieux à faire pour peu qu'on veuille examiner sans complaisance la situation où on se trouve à une époque donnée, calculer lucidement les forces dont on dispose et agir sur les éléments susceptibles d'évoluer.

Ce n'est pas diminuer les mérites des Vietnamiens, bien au contraire, de dire que leur victoire ne sera pas due seulement à leur héroïsme et à l'extraordinaire courage avec lequel ils auront supporté les ravages effroyables auxquels ils ont été soumis. Elle sera due aussi à leur remarquable capacité à apprécier ce qui, à un moment donné, peut leur servir, à leur prodigieuse habileté pour exploiter les contradictions du moment et les chances offertes par les oppositions entre les deux Grands et à parvenir ainsi à la solution qu'eux-mêmes ont choisie. C'est à cela qu'ils doivent de faire leur propre guerre, d'imposer leurs choix, de décider leurs objectifs.

C'est cela aussi que les Chiliens ont compris, précisément, en n'essayant pas d'imiter ce qui s'est fait ailleurs, dans une situation différente. Ils savent fort bien que les conditions ne sont pas aujourd'hui réunies, dans leur pays, pour construire une société socialiste qui donnerait le pouvoir au peuple ; ils savent aussi que le rapport des forces en Amérique latine ne leur laisse qu'une marge de manœuvre très étroite ; à la moindre erreur, les dispositifs de la CIA sont en place pour leur substituer une équipe à la botte des Etats-Unis.

Les Chiliens savent se donner pour objectif de faire lentement évoluer le rapport des forces en faveur des travailleurs pour favoriser l'apparition d'une situation où le passage au socialisme sera possible.

En Europe occidentale, les conditions ne sont ni celles du Vietnam, ni celles du Chili, mais la tâche primordiale, c'est, comme ailleurs, de connaître parfaitement l'adversaire que l'on combat, de savoir juger sa puissance, apprécier ses faiblesses, de savoir ce qui peut changer et comment faire évoluer les choses dans le sens qu'on souhaite. Ou bien le mouvement révolutionnaire saura s'astreindre à analyser lucidement le capitalisme et son évolution en Europe occidentale en 1972, à juger clairement les forces susceptibles de devenir révolutionnaires et à en déduire ce qui serait nécessaire pour faire évoluer une situation qui nous reste, actuellement, défavorable, ou bien il risque de rester impuissant à peser sur la réalité. L'examen de la situation actuelle en Europe montrerait peut-être qu'aucune des solutions qui ont, ailleurs, plus ou moins réussi, n'est adaptée aux circonstances. Mais il n'est pas interdit aux militants révolutionnaires d'avoir de l'imagination.

tribune
socialiste
PSU

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Secrétaire de la rédaction :

Philippe Guyot

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

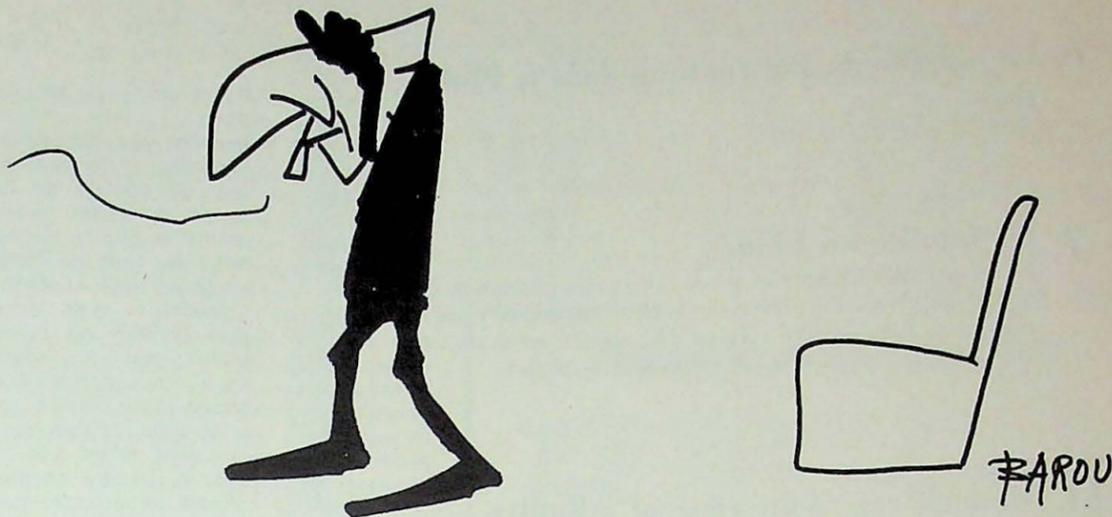
Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27.000 exemplaires

"qui décide, et pour qui?" demandait Rocard
 "à armes égales"! Je vais poser la question
 aux Rothschild! J'ai le droit de savoir!



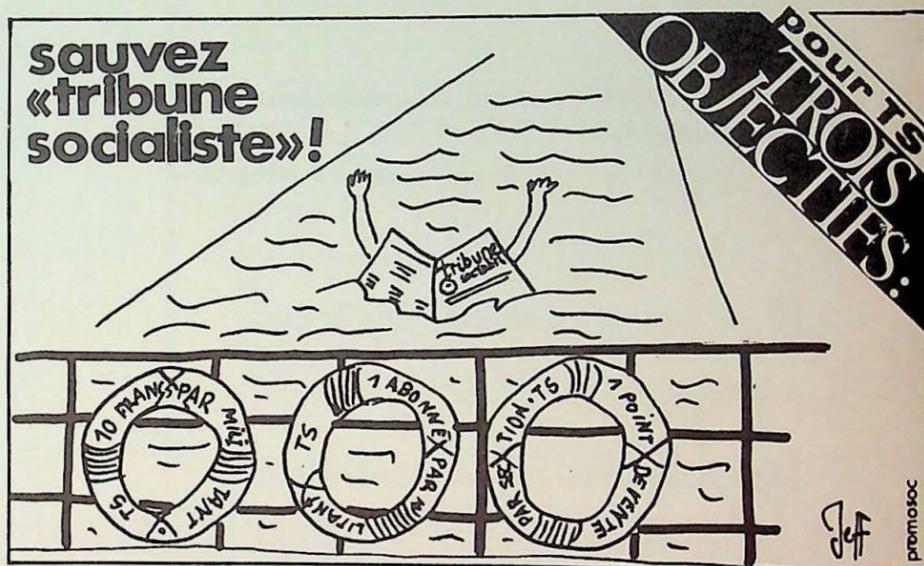
BAROU A REGARDE LA TELEVISION

activités du parti

BILAN DE LA SOUSCRIPTION AU 27 MAI 1972

Ain	455	Meurthe-et-Moselle	590
Aisne	250	Morbihan	150
Alpes-Maritimes	600	Moselle	680
Ardèche	250	Nièvre	127
Ardennes	30	Nord	400
Ariège	100	Oise	240
Aube	170	Orne	381
Aude	175	Pas-de-Calais	605
Aveyron	65	Puy-de-Dôme	890
Bouches-du-Rhône	256	Pyrénées-Atlantiques	1030
Calvados	120	Hautes-Pyrénées	50
Cantal	30	Pyrénées-Orientales	110
Charente	50	Bas-Rhin	250
Charente-Maritime	600	Haut-Rhin	450
Cher	10	Rhône	1625
Corrèze	240	Haute-Saône	50
Corse	100	Saône-et-Loire	307
Côte-d'Or	662	Sarthe	370
Côtes-du-Nord	335	Savoie	520
Creuse	140	Haute-Savoie	340
Dordogne	235	Seine-Maritime	615
Doubs	1240	Seine-et-Marne	330
Drôme	707	Deux-Sèvres	10
Eure	196	Somme	130
Finistère	1020	Tarn	350
Gard	510	Tarn-et-Garonne	140
Haute-Garonne	920	Var	30
Gironde	450	Vaucluse	150
Hérault	380	Vendée	220
Ille-et-Vilaine	210	Vienne	110
Indre-et-Loire	485	Haute-Vienne	300
Isère	760	Vosges	120
Jura	525	Yonne	592
Loir-et-Cher	210	Belfort	300
Loire	800	Yvelines	1240
Loire-Atlantique	750	Essonne	1180
Loiret	120	Hauts-de-Seine	4747
Lot	30	Seine-Saint-Denis	1710
Lot-et-Garonne	10	Val-de-Marne	4020
Maine-et-Loire	424	Val-d'Oise	335
Manche	170	Paris	7087
Marne	655	Anonyme	65
Mayenne	50	Etrangers	250
Haute-Marne	800	Total	50 646

sauvez
«tribune
socialiste»!



Il y a quinze jours, nous disions ici que si le parti et les lecteurs de « TS » dans leur ensemble ne réagissaient pas rapidement à l'appel à la souscription que nous avons lancé en même temps que la nouvelle formule, « Tribune socialiste », disparaîtrait rapidement. Disons-le franchement. Nous avons le sentiment que cet appel a été entendu, dans quelques fédérations (les chiffres comparés permettent rapidement de voir qui sont ces fédérations), mais pas encore par tout le parti.

Ainsi, en deux semaines, nous avons pu recueillir deux millions et demi d'anciens francs. Ce qui veut dire que si tout le parti se saisissait de l'affaire, il n'y aurait plus de problème de parution de T.S. Mieux, les ventes militantes augmentent.

Mieux, un courant d'abonnements est en train de se créer, qui s'il est développé en termes organisationnels doit pouvoir s'amplifier de manière considérable. Nous maintenons nos trois mots d'ordre

- 10 F par militant pour « T.S. ».
 - 1 abonné nouveau par militant.
 - 1 point de vente militant par section.
- Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65
avec mention « souscription T.S. »

Que tous nos lecteurs en soient conscients, nous sommes au milieu du gué. Les perspectives semblent plus favorables qu'il y a quinze jours. Mais nous sommes encore loin du compte. Que tous ceux — sympathisants,

militants, sections, fédérations — qui n'ont pas encore participé à l'effort financier, prennent le relais de ceux qui ont répondu sur le champ à l'appel. Que ce premier succès encourage les militants à renforcer les progrès de leur journal.

LE PATRONAT BISONNTIN ATTAQUE

B. LAUDE

A Besançon, deux camarades ouvriers, militants syndicalistes CFDT (l'un d'eux est militant du PSU) sont inculpés à la suite de la grève de la CEDIS. Froidement accusés à tort, ils risquent une lourde peine. Seule la mobilisation de l'ensemble des travailleurs bisontins au coude à coude contre la répression fera reculer la bourgeoisie et sa justice.

A côté de conflits dans plusieurs entreprises (Rhodia, Lip, C.T.B., Zénith) nous avons relaté dernièrement la grève du préventorium de Brégille qui en est à son quatrième mois avec occupation. (« TS » numéro 536 du 10 mai.)

Les faits

Courant mars dernier, le refus de la direction opposé à toutes revendications amène le personnel de la CEDIS à se mettre en grève. La CEDIS (Centre Est - Distribution Sucursaliste) possède les Mammouth et Suma sur plusieurs départements (toute la région

de Bourgogne, Franche-Comté et alentours).

A la demande du personnel en grève, des militants de l'union locale CFDT participent au piquet de grève du Mammouth de Besançon le samedi 11 mars au matin. Dès 8 heures, un commando de « chefs » organisé est envoyé par la direction pour dégager le piquet. Aussitôt ils attaquent les militants, l'un de ces serviteurs zélés du patron n'hésitant pas à sortir un couteau à désosser !...

D'un côté, des hommes qui se sentent protégés en haut lieu, de l'autre, des militants sachant bien qu'ils ne peuvent que repousser les attaques en prenant soin de ne pas frapper,

le PDG Mathey et ses comparses n'attendant qu'un prétexte pour les traduire en justice.

Un boucher, sans doute désireux de monter en grade, se distingue particulièrement par sa hargne. C'est lui qui recevra, à un certain moment, un coup de bâton (probablement un piquet de pancarte) qui lui brise le nez.

La police, appelée par Mathey vient compléter la besogne des briseurs de grève. Elle encercle le piquet et relève les identités.

Malgré toutes ces pressions, le personnel (chefs compris) réuni au Mammouth, votera la grève à la majorité.

La répression s'abat

Face à ce début d'organisation des travailleurs de la CEDIS, la direction utilise tous les moyens de répression dont elle dispose. Près de trois semaines après ce samedi en question, deux militants de l'union locale CFDT reçoivent une convocation de la police et depuis lundi 15 mai dernier, ils

sont inculpés pour coups et blessures volontaires. Ils sont pourtant mis hors de cause par tous les témoins.

Alors, pourquoi le choix de ces deux camarades (car c'est un véritable choix qui s'est fait soigneusement parmi toutes les identités relevées ce matin là ; il est vrai que celle des « chefs » ne le fut pas). Il s'agit d'une provocation du patronat qui veut monter une affaire pour déconsidérer ces militants ouvriers jugés trop actifs.

Car le PDG Mathey est aussi (et comme par hasard) le représentant régional du CNPF et président du conseil d'administration du préventorium de Brégille. Partout il montre son vrai visage : celui de l'exploitation et de la répression.

Devant la montée des luttes, la bourgeoisie riposte par tous les moyens : licenciements et sanctions contre les militants les plus actifs, utilisation des forces de l'ordre (Joint Français, Nouvelles Galeries de Thionville, etc.), poursuites judiciaires, et même meurtres (Overney chez Renault, Labroche à Hirson).

Mobilisons-nous contre cette offensive

Devant cette attaque, la réponse de la classe ouvrière ne peut être que la riposte massive, le soutien en masse de tous les travailleurs à tous ceux qui sont attaqués, et l'organisation collective de la défense.

A Besançon, nos camarades Courgey et Cavoigne sont sous le coup d'une inculpation montée de toutes pièces par le patronat.

A côté des initiatives prises par l'organisation syndicale, la section du PSU a fait des propositions d'actions qui n'ont été jusqu'à présent acceptées que par les organisations : Ligue, L.O. et M.A.R.C., Libre Pensée. Nous travaillons également au sein du comité anti-répression né au début de l'année 72. Un meeting sur la répression et les cas particuliers de nos deux camarades est prévu pour le 16 juin avec la participation d'Henri Leclerc.

Contre une justice de classe, seule doit compter la solidarité de classe.

A ST DENIS LES ENFANTS DU PEUPLE AVAIENT COMMENCE A PENSER...

Jusqu'au 12 mai 1972, Jean-Louis Hurst enseignait au CES Degeyter de Saint-Denis. Parce que son enseignement déplaçait à la direction du CES et à l'inspecteur chargé de le contrôler, Jean-Louis Hurst est déclaré « inapte » à faire son métier... ; et muté dans une classe pratique de CES dans une commune voisine.

Jean-Louis Hurst est instituteur titulaire. Il a onze ans d'ancienneté, d'excellents rapports d'inspection. Pourtant la mesure qui le frappe est une sanction de son activité pédagogique.

Que faisait donc Hurst dans la classe ? Il donnait la parole aux élèves. Il organisait des enquêtes sur la vie à Saint-Denis et des débats sur l'actualité, filmés au magnétoscope. Sa pédagogie faisait ap-

pel à l'expérience réelle des enfants qui, dans leur grande majorité, sont filles et fils d'ouvriers français et immigrés. Pour lui, enseigner, c'était permettre aux enfants du peuple de penser avec leur propre tête.

C'est cela que les notables du CES et de l'académie ne pouvaient tolérer.

Mais qui peut juger réellement des activités d'un professeur ? Madame Blaise, directrice du CES ? L'inspecteur Tetard dont le rapport a précédé la sanction ? L'inspecteur Lenoir qui a signé la lettre de mutation assortie de menaces ? L'inspecteur d'académie Legallo qui supervise l'opération ?

Ou bien les élèves et leurs parents qui connaissent Jean-Louis Hurst et le voient quotidiennement ?

Les élèves et les parents se

sont prononcés : grève des cours, pétitions pour exiger la réintégration de leur professeur au CES Degeyter, agitation permanente dans l'établissement.

Ce sont eux qui ont demandé à Jean-Louis Hurst de ne pas abandonner son poste et de reprendre son travail au CES.

Depuis le 20 mai, c'est chose faite : Jean-Louis Hurst occupe sa classe. Pour cela, son traitement est suspendu et il risque d'être définitivement radié de l'Education nationale.

(Extrait d'un tract du comité de soutien.) Comité de soutien : MELA faculté de Saint-Denis, place du 8-Mai, 93-Saint-Denis. C.C.P. J.-L. Hurst 890-94 Paris.

Un dossier sur cette lutte sera publié dans le TS-Ecole à paraître le 8 juin.

LE ROLE DU P.S.U. LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire F 4,00
par 10 exemplaires F 3,50
par 50 exemplaires F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :
TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

LA BATAILLE DU LAIT REPREND DANS LE FINISTERE

La bataille du lait a repris dans le Finistère (comme dans toute la Bretagne).

A la consommation, le prix du litre de lait vient de monter de 9 centimes. D'autre part, dans les accords de Bruxelles, il était prévu que le prix à la production serait augmenté de 8 %.

Or que se passe-t-il dans les faits pour les paysans producteurs ? Cet hiver le prix maximum avait été de 61,50 centimes (à la suite des luttes engagées). Le prix en mars était de 61,50 centimes et vient d'être abaissé pour avril (payé en mai) à 56 centimes.

Donc, pour le consommateur + 9 centimes, pour le producteur - 4 centimes.

C'est pourquoi les paysans concernés du secteur de Brest ont décidé une action pour le mercredi 17 mai au soir : au nombre de 400 à 500, ils se

sont rendus dans les locaux de la Coopérative à Landerneau, et ont demandé à rencontrer le directeur de la Coop, et celui de la section laitière ; ceux-ci étant arrivés, avec le chef du personnel et un administrateur, une longue discussion s'est engagée, les paysans demandant au minimum le maintien du prix à 60 centimes (avec pour objectif 67,73 centimes, prix de revient aux producteurs), la direction expliquant la baisse par une péréquation entre l'hiver et l'été.

Finalement, comme aucun accord n'était possible, les décisions d'action ont été prises par vote à main levée : refus de la séquestration des directeurs, mais accord pour les transporter à la campagne, où ils ont été abandonnés. Par ailleurs les machines de transformation du lait en poudre ont été arrêtées, mais avec toutes les

précautions nécessaires pour éviter les détériorations.

Le lendemain le bureau de la Coop de Landerneau et le conseil d'administration de la section laitière ont décidé de porter plainte contre X, et d'autre part ont exclu de la Coop les manifestants, la plupart responsables du CDJA et de la FDSEA.

Cette exclusion est extrêmement grave pour ceux qui la subissent car ils ne pourront plus vendre leur lait : c'est l'équivalent du licenciement pour les ouvriers. Et comme il s'agit d'une manifestation collective, cette sanction est en fait un exemple de répression contre des responsables syndicaux.

Dans un communiqué les syndicats CFTC, CGA et CGC ont pris parti pour la direction ; mais en réalité ces syndicats sont minoritaires, et l'organisa-

tion représentative, la CFDT, était favorable aux cultivateurs : ses militants ont d'ailleurs décidé de continuer le ramassage du lait des producteurs sanctionnés.

Un communiqué de presse de la FDSEA et du CDJA marque leur solidarité avec les manifestants et exigent :

« — la réintégration des agriculteurs licenciés par la Coopérative des agriculteurs de Landerneau ;

— le paiement du litre de lait pour le mois d'avril à 60 centimes minimum et maintiennent l'objectif du prix de revient de 67,73 centimes à 34 g de matières grasses ;

— que la Coopérative des agriculteurs retire sa plainte contre X ».

Par ailleurs des contacts sont établis entre la FDSEA, le CDJA et la CFDT « en vue d'envisager

des actions d'intérêt commun ». D'autre part, une motion issue des producteurs livrant leur lait à la Coop de Landerneau indique que la responsabilité de la manifestation du 17 est collective.

L'action ne fait donc que commencer, non seulement dans la région brestoïse, mais dans le Finistère et toute la Bretagne.

La section PSU de Brest, dont plusieurs militants et sympathisants se trouvent parmi les paysans menacés, se considère comme mobilisée dans cette action et appelle toutes les sections du Finistère et les autres fédérations de Bretagne à se joindre à cette lutte ; car il s'agit de montrer, comme pour la grève du Joint Français, la solidarité de plus en plus active entre toutes les catégories de travailleurs.

Section de Brest du PSU

SIXIEME SEMAINE DE GREVE A LA SCPC

La S.C.P.C. est une usine de 200 salariés, à Cournon, dans la banlieue industrielle de Clermont-Ferrand. Elle fabrique du « flaconnage plastique » et a été achetée par le groupe Dessonquières-Kerplas, qui a lui-même été racheté par Saint-Gobain. La main-d'œuvre est en majorité féminine. Depuis 6 semaines, l'usine est en grève, occupée par les travailleurs.

Le mécontentement part des primes de production, distribuées à la tête du client (elles varient de 10 à 180 F). Depuis longtemps, les délégués du personnel demandaient une prime égale pour tous : 150 F par mois. Sans succès. Le lundi 17 avril, c'est la grève.

Formulation des revendications

Un cahier de revendications est alors posé par les ouvriers et ouvrières en grève, avec l'aide des délégués CFDT. Il comprend :

- le treizième mois,
- la suppression pure et simple des primes de production et une augmentation uniforme de 0,80 F de l'heure pour tous,
- le transport gratuit.

Dans un deuxième temps, ouvriers et ouvrières en grève mettent l'accent sur leurs conditions de travail.

On trouve donc ici, soudées dans une plate-forme élaborée par les grévistes eux-mêmes :

- des revendications salariales « unifiantes »,
- des revendications permettant la liaison lutte interne - lutte externe (transport gratuit),
- une remise en cause des conditions de travail.

Conduite de la grève

Au cours de la grève :

- l'usine est occupée, en troishuit avec les équipes habituelles.
- les décisions sont prises en assemblée générale du personnel,
- Dès le deuxième jour de grève, un « comité de grève » a été élu par les trois équipes qui occupent à tour de rôle l'usine. Il regroupe, sans considération d'appartenance syndicale, les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients des enjeux.

A la demande des ouvriers eux-mêmes, un comité de soutien a été créé le huitième jour de grève. Gros succès : 89 présents dès la première réunion. La quasi-totalité des organisations révolutionnaires est représentée dans ce comité, le PSU et la Ligue Communiste y étant particulièrement actifs.

Le travail du comité est très strictement organisé, quartier par quartier, boîte par boîte. Nos camarades du secteur paysan assurent la collecte des produits de la ferme (légumes, fruits, lait, œufs, etc.), le transport du personnel est organisé par une « communauté de base » chrétienne. L'action du comité a culminé, le mardi 16 mai, avec une manifestation de rue de 1.200 personnes, la plus importante manifestation à Clermont-Ferrand depuis mai 1968. Le rapport de forces ainsi créé à momentanément fait reculer le patronat et ses flics.

Alors que la décision du tribunal des référés devait entraîner l'intervention des CRS pour chasser les grévistes de l'usine, ils s'en sont pour le moment bien gardés.

Décantation syndicale

Trois organisations syndicales existent sur l'entreprise :

● une section CFDT (80 adhérents) animée en partie par des militants révolutionnaires, très dynamique et combative,

● une section CGT (18 adhérents),

● une section FO (« maintenue »), 30 à 40 cartes (agents de maîtrise, bureaux, « jaunes »). C'est l'ancienne section CFT qui n'a pas osé se maintenir comme telle à la suite du travail d'explication de la CFDT indiquant ce qu'était la CFT.

Elle recueille moins de voix aux élections professionnelles qu'elle n'a de cartes... Elle n'a d'ailleurs pas osé, aux dernières élections, se présenter dans le collège ouvrier...

La CGT, après 24 heures de grève, appelle à la reprise : 11 adhérents sont d'accord, mais les autres refusent et annoncent qu'ils prendront leur carte à la CFDT.

A FO, les responsables sont avec les non-grévistes, mais quelques adhérents se sont mis en grève : ils ont déclaré qu'ils adhéraient à la CFDT... Depuis lors, la CGT a essayé à plusieurs reprises de négocier seule avec le patron. Elle a fait pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent le préalable de l'évacuation que mettait en avant la direction de

l'usine et elle a demandé à ce sujet un vote du personnel. Boycotté par les grévistes, dans la mesure où devaient aussi voter les non-grévistes, il n'y a que 49 votants ; le vendredi 19, nouvelle tentative de la CGT pour faire voter, à scrutin secret, les propositions du patron. Les grévistes, les jugeant ridicules, refusent le vote. Résultat : 44 pour, 18 contre, 1 abstention, 106 refus de prendre part au vote.

La lutte n'est pas terminée. Son issue est importante. Parce qu'elle se fait sur des mots d'ordre unifiant l'ensemble du personnel (90 % de l'usine est en grève), parce qu'elle a su se donner une organisation démocratique mais rigoureuse pour la conduite des luttes, la lutte des travailleurs de la SCPC est exemplaire à bien des titres.

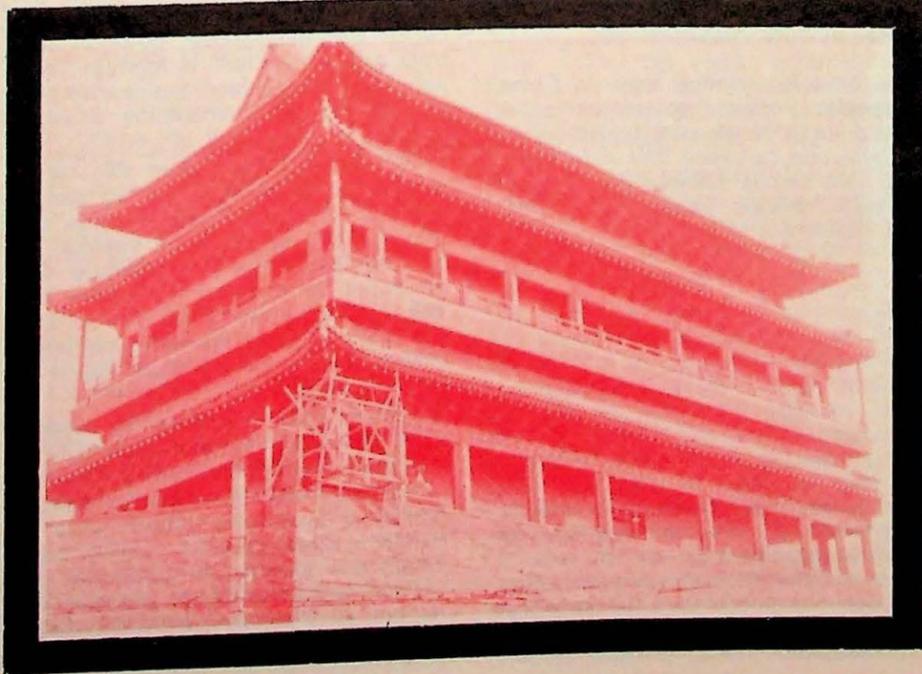
Dans le contexte de l'après-référendum, à côté de l'affrontement du Joint Français, c'est de telles luttes et de leur popularisation que peut dépendre un nouvel essor des luttes ouvrières. Apportons notre soutien aux travailleurs de la SCPC.

M. Jacques SOUTY,
C.C.P. 125-784 Clermont-Ferrand, avec la mention « comité de soutien SCPC ».



A.I.P.

LA FAMILLE EN CHINE



A.F.P.

Nous revenons d'un voyage en Chine populaire. Ce n'est pas seulement nos observations sur la famille chinoise aujourd'hui qu'on lira ci-dessous mais plutôt une réflexion sur son évolution depuis l'époque pré-révolutionnaire, en passant par celle qui a précédé la révolution culturelle.

Ce retour en arrière nous aidera à mieux comprendre l'orientation donnée à la famille après le grand mouvement de critique provoqué par la Révolution culturelle prolétarienne.

Si l'un des objectifs que s'étaient donnés les dirigeants chinois au lendemain de la révolution de 1949 était « la destruction de la famille patriarcale et féodale » comme étant un frein majeur à la socialisation du pays, il importe de décrire et si possible d'analyser un peu l'organisation et la fonction de ce groupe social dans cette période historique donnée. Nous nous en tiendrons à l'observation de la population paysanne puisque celle-ci re-

présentait (et représente toujours) l'écrasante majorité.

Deux types de familles dans la Chine ancienne

Une première erreur doit être écartée : celle qui consiste à penser qu'il existait « une famille traditionnelle chinoise ». Une lecture un peu éclairée des documents laisse clairement apparaître l'existence de deux types de familles, distinctes par leur taille, leur fonction, leur organisation et la répartition des rôles à l'intérieur du groupe : celle des classes aisées, propriétaires terriens, paysans riches (5 %), celle des classes inférieures, journaliers,



► suite de la page 7

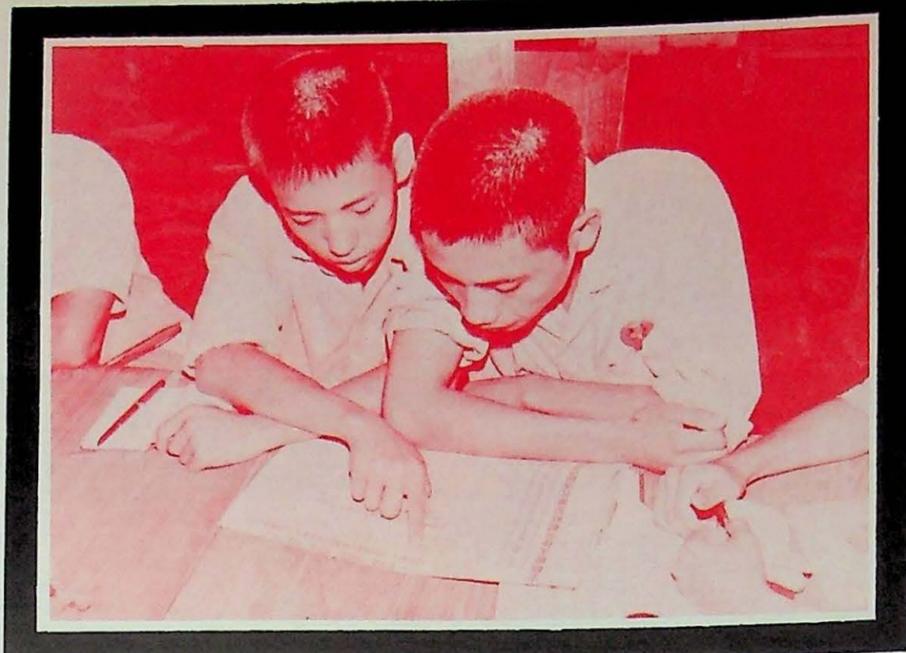
paysans pauvres ou moyens-pauvres (90 à 95 %).

La famille riche était une grande famille, « 5 personnes en moyenne » dans le village de la Grande Courbe pour les familles de propriétaires terriens. Plusieurs générations vivaient sous le même toit, sous l'autorité patriarcale du chef de famille. Celui-ci, père, grand-père ou arrière-grand-père, avait droit de vie ou de mort sur ses descendants. Il avait charge de tenir à jour l'arbre généalogique et de faire respecter la loi familiale. Les familles pouvaient en effet édicter leur propre loi, tels Mu-Ning et Hau-Hsin de la Dynastie Tang, qui rédigèrent la loi de leur famille (chia-fa) et en imposèrent l'application à leurs enfants. D'autres élaboraient leur propre système d'éducation.

L'ancêtre décidait du mariage de ses descendants. Soudoyant des entremetteuses, il organisait les alliances sur des considérations de puissance, de rang ou de richesse et nullement en fonction de l'inclination des enfants.

La taille de la famille pauvre est réduite à environ trois personnes. Non que le taux de natalité soit ici moins élevé mais à cause du manque de ressources, de nombreux enfants mouraient de maladie, de famine, ou bien il fallait vendre certains d'eux ou même vendre les épouses et de ce fait, les foyers étaient réduits de moitié.

Ici, la monogamie était la règle de la misère et le paysan pauvre n'avait « qu'une femme à battre » mais celle-ci était moins aliénée que sa compagne de famille plus riche. Mao Tsé-Toung l'avait bien remarqué lors de son enquête sur le mouvement paysan dans le Hunan qui constate



A.F.P.

Si donc le père, dans ce type de famille, avait, comme dans les autres, droit de vie, de mort ou de vente, sur son épouse et ses enfants, son autorité était souvent entamée par le chômage et son impossibilité de subvenir aux besoins de la famille. Et de ce fait, les relations entre les enfants et le père étaient moins artificielles, témoin la jeune pionnière, dans Myrdal, qui évoque le caractère terrible de son père lorsqu'il n'avait pas de travail et son attitude toute différente lorsqu'il en avait de nouveau.

Ces différents aspects de la vie familiale étaient considérés comme naturels et par les exploités et par les exploités. La colère du propriétaire qui venait arracher au paysan sa récolte ou sa fille était assimilée à une catastrophe naturelle, comme la grippe ou le typhon. Il faut donc analyser maintenant les déterminants sous-jacents à ce phénomène social.

Ce sont surtout les causes économiques qui nous intéressent.

Car si le consensus social de cette période, disons féodale, valorisait tant la famille comme petit état rassemblé autour de son chef, c'est que ce type d'organisation sociale était le produit direct d'un certain mode de production.

La Chine féodale est essentiellement agricole. Abandonnée aux déterminismes d'une géographie, d'un climat, de fleuves non maîtrisés, la terre est, malgré tout, la source majeure de production, donc de survie. Plus l'on étendait les limites de ses propriétés, plus le revenu était conséquent. D'où le système répandu qui consistait à imposer des redevances exorbitantes aux esclaves paysans et à récupérer leurs lopins de terre en échange de leurs dettes.

Dans ce processus, le travail de la femme qui, dans la société primitive, avait un rôle productif, cuisine, habillement, confection de certains outils, devient dérisoire devant les gains importants récoltés par l'exploitation des terres sous le contrôle du chef de famille. La femme devient essentiellement une reproductrice ou un objet de plaisir. La polygamie n'existait qu'au bénéfice de l'homme et nous y reviendrons quand nous aurons expliqué la valorisation du mariage monogame dans la Chine contemporaine.

Il apparaît donc qu'à ce stade donné de développement historique, « l'influence prédominante des liens du sang semble dominer l'ordre social ». Propriété privée et structure familiale autoritaire sont les deux piliers du système social féodal, contradiction principale à laquelle va s'attaquer la petite minorité révolutionnaire.

Telle était la situation dans la Chine impériale. Portons maintenant notre regard sur la famille communiste avant la révolution culturelle. Elle est le produit d'un certain nombre de mesures capitales, d'ordre juridique, économique, éducatif.

la loi sur le mariage publiée après la Libération, en Mai 1950. Les articles de la Constitution sanctionnent l'égalité des droits et autorisent le divorce. L'âge requis pour le mariage est abaissé, la polygamie est interdite et un simple enregistrement à la mairie se substitue à la cérémonie publique traditionnelle.

Largement diffusée dans les campagnes, cette législation eut une telle importance novatrice qu'elle fit effet de révolution et qu'on la comparait à la réforme agraire.

Sur le plan économique, les groupes d'entraide créés au lendemain de l'instauration de la République populaire chinoise se transforment en coopératives dans les villages chinois : la propriété familiale perd alors son sens ; la mise en place des communes populaires supprime définitivement la propriété privée des moyens de production et enlève à la famille toute justification économique ; c'est seulement en tant qu'unité de consommation que la famille conserve un rôle économique.

Une impulsion forte est donnée pour la mise au travail des femmes. En effet, pour la femme comme pour l'homme, il ne peut y avoir égalité sans indépendance économique. Une série de mesures d'ordre pratique est destinée d'une part à faciliter le travail féminin et d'autre part, à démanteler les anciennes structures familiales qui entravaient l'épanouissement de la liberté féminine. Les organismes communaux tels que les crèches, les cantines, sont créés dans ce sens.

Au plan éducatif, l'enseignement est généralisé à tous les enfants, garçons et filles, et les écoles pour adultes se mettent en place.

La protection sanitaire et sociale de la population est introduite dans les villages les plus reculés et une information commence à apparaître en matière de contraception.

Une propagande et une action psychologique intenses sont faites pour modifier les habitudes et les croyances néfastes. Les lois sont lancées par des campagnes organisées par les membres du Parti, les mouvements féminins... Ces campagnes ont pour but :

- d'affranchir de la domination du père et de prouver que ce dernier n'a pas de pouvoir spécial ;
- de libérer les femmes : le sexe dit « fort » est différent mais non supérieur.

Il s'agit, en somme, d'une démythification de la puissance paternelle et maritale.

Les parents ont encore parfois des réticences : l'ancienne mentalité (récupérer une partie de l'argent dépensé pour élever sa fille et la vendre ou la marier à quelqu'un de riche) apparaît encore et il faut parfois toute l'autorité de la « pionnière » pour aider les jeunes à choisir librement leur conjoint. Femmes et hommes se marient vers 25 ans, ou tout au moins on le leur conseille : dans le cadre de la planification des naissances, outre le contrôle proprement dit, le mariage tardif est un moyen efficace. Les jeunes gens ne couchent pas ensemble avant le mariage.

Li Chang Wa, une jeune fille de 16 ans, affirme : « Je ne pense pas au mariage. Je me marierai tard. Je suis trop jeune pour penser à l'amour... ». Elle est beaucoup plus tournée vers un avenir de travail : « J'espère pouvoir accomplir ma tâche sur le front de l'agriculture et devenir une bonne « hirondelle » comme m'ont appris les maîtres d'école ».

L'égalité entre hommes et femmes n'est pas évidente pour tous. Elle se manifeste dans plusieurs domaines :

— La répartition des tâches dans la famille est encore lourde pour la femme : le ménage, la cuisine, l'éducation des enfants, la confection des vêtements lui incombent presque totalement en plus du travail au dehors auquel elle prend part de plus en plus.



A.F.P.

« que le pouvoir marital a toujours été plus faible dans les familles des paysans pauvres où la situation économique contraignait les femmes à prendre une plus grande part au travail que dans les familles aisées. De ce fait, elles avaient plus souvent droit à la parole et à la décision dans les affaires familiales. » Et si son mari lui infligeait de mauvais traitements, elle le quittait plus facilement que l'épouse riche car elle pouvait toujours proposer ailleurs sa force de travail. C'est sur ces femmes que Mao s'appuiera pour faire la révolution.

On peut distinguer grossièrement les déterminants idéologiques et les déterminants économiques.

Les causes économiques

Il est inutile de s'étendre sur les premiers, chacun sachant la façon dont la classe dominante a utilisé la philosophie de Confucius pour justifier son ordre social.

La loi, les communes et l'école

La loi de 1931, promulguée par le Kuo-Min-Tang, autorisait hommes et femmes majeurs à se marier sans le consentement de leurs parents ; l'égalité des hommes et des femmes était aussi proclamée mais cette possibilité d'émancipation resta théorique jusqu'à



A.F.P.

Les femmes travaillent beaucoup plus que les hommes. Elles ont deux sortes de travaux : à la fois aux champs et dans la grotte.

Il semble toutefois que le mari aide de temps en temps pour préparer les repas, s'occuper des enfants ; parfois mari et femme font tous les deux le ménage.

— Les décisions sont prises en commun, disent les jeunes. « Dans notre génération, il est devenu assez commun que mari et femme discutent les questions familiales et décident ensemble. Maintenant, les femmes ne travaillent pas seulement dans le ménage ; elles travaillent aussi aux champs et gagnent leur propre argent ». Mari et femme prévoient ensemble ce qu'ils vont cultiver dans leur parcelle, discutent des achats importants...

Le comportement vis-à-vis de l'autre sexe change avec la génération nouvelle. « Les vieilles femmes ont du mal à comprendre que les femmes rient et plaisantent maintenant avec les hommes ». Elles disent bien qu'elles l'admettent mais au fond, elles se sentent inquiètes et elles ne sont plus sûres d'elles-mêmes. C'est une remise en cause de leur propre façon de faire ; on leur enlève la justification de leur propre conduite...

L'influence de l'idéologie féodale se fait encore sentir dans tous ces domaines. L'action de la pionnière et de l'équipe qui se crée autour d'elle est essentielle pour modifier les habitudes, donner moins de pouvoir à la puissance du chef de famille. Celui-ci a encore toute la place dans l'esprit des anciens.

La prééminence du sexe masculin se fait aussi sentir par le désir très vif des hommes et des femmes d'avoir des fils pour continuer la famille.

« Mourir sans personne qui perpétue la famille est la chose la plus terrible qui puisse frapper un homme. »

Les Chinois ne parlent pas volontiers du contrôle des naissances qui rencontre encore une puissante résistance à tous les niveaux. Une campagne fut lancée en 56, interrompue brutalement en 58 ; la cessation de la publicité n'a pourtant pas fait disparaître la régulation des naissances.

Les jeunes femmes interrogées par Myrdal ont deux ou trois enfants et sont fières d'avoir un certain contrôle dans ce domaine.

A l'intérieur de la famille, voir grandir et s'épanouir les jeunes enfants, pour des gens habitués dans le passé à des taux de mortalité infantile très élevés, est ressenti comme une conquête, un signe des temps nouveaux. L'éducation sanitaire et sociale joue en effet un rôle important dans les premières années : mesures d'hygiène expliquées pour l'allaitement des petits, prévention de certaines maladies...

Jusqu'à 7 ans, garçons et filles jouent beaucoup ensemble, sans surveillance, les parents ayant peu de temps pour s'occuper de ce qu'ils font. Mais à 7 ans, l'éducation se différencie selon le sexe : plus marquée vers le travail domestique pour les filles et vers le travail agricole pour les garçons.

La plupart des enfants vont à l'école mais pas tous car l'école n'est pas encore obligatoire. Les parents jeunes sont les plus enthousiastes pour envoyer leurs enfants à l'école : « Je veux que mon enfant devienne un kam-pou (un cadre) ». Certaines familles manquent de main-d'œuvre et demandent l'aide de leurs enfants aux champs ; l'instituteur va alors discuter avec elles pour leur faire comprendre la nécessité de l'école.

La famille est fortement épaulée par l'école dans son rôle d'éducation. On y insiste sur la formation morale et politique et l'éducation sanitaire y tient une grande place.

Les personnes âgées ont un rôle actif également dans l'éducation des enfants. C'est toujours cette génération-là qui est la plus proche des enfants car elle est disponible. Dès le plus jeune âge, s'il n'y a pas de crèche à proximité, c'est la grand-mère ou la tante qui garde le bébé pendant le travail de la mère. C'est encore elle qui parle avec l'enfant : les récits sur la façon de vivre dans le passé sont considérés comme un moyen de formation essentiel et visent à donner à l'enfant l'enthousiasme nécessaire pour continuer à faire la révolution.

Le travail des femmes

La libération des femmes de leurs corvées domestiques quotidiennes et leur participation au travail ont servi à les transformer dans une large mesure.

A la campagne, la participation aux travaux des champs est assez largement répandue, surtout au moment des récoltes et des semailles. A ces périodes, tous les bras disponibles sont utilisés et des services de crèches, de cantines, sont mis en place.

Les horaires de travail sont lourds et elles restent aux champs presque autant que les hommes. Elles ont un jour de congé de plus par semaine. Mais cette entrée dans la production les entraîne à une formation dont elles n'avaient pas idée :

Des femmes qui, il y a peu de temps encore, ne connaissaient rien à la culture du coton, sont maintenant tout à fait familiarisées avec l'ensemble du travail. Elles peuvent se servir des outils et les réparer. Les femmes participent également au travail de recherche de l'Institut de Recherche Agronomique de la Commune et aux expériences pour obtenir des moissons exceptionnelles.

Les communes populaires se sont aussi industrialisées et la main-d'œuvre disponible en dehors des périodes d'intense travail agricole a pu être employée dans les entreprises communales. Les femmes ont été du nombre. En ville aussi, l'enthousiasme a été grand.

Les femmes ont monté de nombreuses fabriques, s'organisant pour la garde des enfants. Le quartier de Peng-Pu, dans la banlieue de Changhaï, a depuis 1959 tout un réseau de services : magasins, écoles, hôpitaux, qui se sont créés en même temps que les usines. Les femmes se sont organisées pour donner du travail à celles qui n'avaient pas de compétences et les premières usines ont été des fabriques de caisses, de briques, d'ustensiles ménagers... ; les ateliers

de confection de vêtements et de chaussures... ont eu aussi la priorité, libérant les femmes d'une partie de leurs tâches quotidiennes.

Le quartier est dirigé par un comité révolutionnaire et avait des cadres du Parti dès 1956. « Ce quartier témoigne véritablement de la mort de la ménagère ; plus une seule qui accepte de rester chez elle à s'éreinter. On touche là du doigt la manière dont les femmes peuvent acquérir une pleine émancipation en s'insérant dans l'activité productive qui les soustrait à cette première forme de la division du travail que constitue, selon Marx, la famille. »

Dans la banlieue de Pékin, depuis le grand bond en avant de 58, plus de 160.000 ménagères participent à la production organisée dans les quartiers de la ville et aux services publics. Elles ont successivement mis sur pied 608 ateliers dépendant des comités des habitants et plus de 1.760 groupes de production ainsi que 1.200 services de réparations.

Le travail des femmes a entraîné leur indépendance économique et la reconnaissance d'une véritable égalité :

Les prostituées, elles aussi, ont trouvé leur place dans ce mouvement de mise au travail des femmes. A la Libération, les maisons de tolérance ont été fermées (237 à Pékin et 800 à Changhaï). Les prostituées, placées dans un grand institut de rééducation, ont pu être ainsi soignées, ont appris à lire, à écrire et à exercer un métier. Nombre d'entre elles se sont mariées et ont eu des enfants.

En définitive, cette évolution fait apparaître deux transformations très importantes : rapports nouveaux entre homme et femme dans le couple et meilleures conditions socio-économiques de la famille. Reste que les résistances au changement sont encore solides : les revenus des femmes sont inférieurs à ceux des hommes, éducation différenciée entre filles et garçons, pouvoir toujours prédominant du chef de famille.

Examinons maintenant quelle est dans ce bouleversement, le rôle du gouvernement et du parti.

Le rôle du gouvernement et du parti

L'un des principaux objectifs du gouvernement, dès sa mise en place, fut l'abolition du féodalisme. Le système familial était à la fois l'émanation et le soutien du système féodal. La société nouvelle devait donc établir un système à son image qui favoriserait son développement tant sur le plan économique que social.

A l'époque de la création des communes populaires, le Parti insiste sur la destruction de ce système féodal. On a craint alors la destruction de toute notion de famille, même dans sa conception moderne. Les textes officiels opposaient « la grande famille socialiste » à « la petite famille fondée sur le couple et les enfants ». Mais c'est essentiellement la « destruction » ou la « suppression » de la famille de type féodal, aux conceptions étroites, limitée à ses intérêts immédiats, basée sur le pouvoir marital, que visait le régime.

La famille féodale se perpétue si la femme ne peut se libérer de la tutelle maritale ; il apparaît alors urgent de lui donner tous les moyens d'acquiescer une indépendance réelle. La légalité a été une condition nécessaire mais pas suffisante. L'indépendance économique paraît la base d'une véritable

➔ suite de
la page 9

égalité ; c'est pourquoi il est indispensable que la femme travaille.

L'entrée de la femme dans la production n'a pas été brutale. Un certain nombre de femmes avaient déjà tout naturellement participé à la vie économique au moment de la guerre contre le Japon, au moment de la Longue Marche : elles avaient dû alors remplacer les hommes aux champs. Nous avons dit que les femmes de paysans pauvres devaient souvent travailler. De ce fait, toutes ces femmes subissaient déjà beaucoup moins le régime féodal et étaient moins marquées par l'inégalité entre hommes et femmes.

La possibilité d'avoir un revenu personnel entraîna en effet l'indépendance économique de la femme. La nécessité d'un minimum de formation technique et générale l'amène à développer ses capacités. Elle n'est plus seulement la procréatrice et elle bénéficie d'une considération véritable de la part de l'entourage. Le dialogue à l'intérieur de la famille peut alors s'établir entre l'homme et la femme sur un pied d'égalité, chacun apportant sa part de ressources aux besoins du ménage et chacun ayant des préoccupations professionnelles parallèles. La participation au travail entraîne aussi une meilleure compréhension des objectifs globaux de la société et une participation à l'élaboration du socialisme.

Pour briser la force de résistance de la coutume, le gouvernement chinois a entrepris de vastes campagnes de propagande et d'éducation ; le lancement des lois s'est fait de cette façon. Jusqu'aux endroits les plus reculés de Chine, les équipes politiques, médicales, artistiques... expliquaient inlassablement la politique du Parti et son pourquoi. Dans ces campagnes idéologiques, on mettait en avant, par exemple, que la véritable égalité ne peut pas être octroyée par les hommes si les femmes elles-mêmes ne se sentent pas égales et ne sont pas décidées à combattre pour leur émancipation...

L'information est diffusée largement par la presse, les postes de radio, les haut-parleurs, et les articles ou les communiqués à vocation éducative sont destinés à transformer les comportements. Ces moyens d'information créent tout un réseau autour des familles qui sont moins isolées dans les campagnes ; ils permettent de mobiliser l'ensemble du pays autour d'idées-force.

Un nouveau souffle

Le rôle des acteurs, des poètes, est important aussi car le théâtre touche une grande partie de la population et remplit une fonction idéologique : les thèmes présentés rappellent le passé et l'exploitation de la vieille société, suscitent des sentiments de classe et exaltent les héros de la révolution...

L'école a une place essentielle dans la transmission des valeurs collectives. La scolarisation de plus en plus massive de tous les enfants chinois, avec la formation idéologique et l'éducation politique qui y sont attachées, s'efforce de faire disparaître les attitudes et les comportements hérités du passé : filles et garçons reçoivent la même éducation ; ils sont préparés à la solidarité, au courage, au désintéressement... nécessaires au développement du socialisme.

Malgré tous ces immenses efforts, l'enthousiasme s'était quelque peu tari.

C'est pourquoi l'arrivée de la révolution culturelle apporte un nouveau souffle. Si bien que les mouvements féminins qui avaient sombré un temps dans une tendance revendicative et corporatiste, reprennent alors une vigueur révolutionnaire : il s'agit non plus d'agir pour la seule obtention d'avantages matériels et de meilleures conditions de vie, mais d'abord de développer la conscience politique des femmes, de les persuader de leur capacité à assumer des responsabilités importantes, de la nécessité pour elles de prendre place dans les rouages politiques du pays.

Un exemple nous a été donné au cours de notre voyage sur cet effort de conscientisation des femmes : dans le district de Lien-Shien, on travaillait depuis plusieurs années à la construction d'un canal qui devait revitaliser entièrement cette région désertique. Jusqu'alors, les femmes participaient à l'ouvrage, essentiellement pour le transport des matériaux. Or, un groupe de jeunes filles, réfléchissant sur la pensée de Mao-Tse-Toung « oser parler, oser agir », se sont demandées si vraiment leur constitution physique les empêchait d'effectuer, comme les hommes, des travaux dangereux. Concluant que là n'était pas la contradiction principale, ce groupe dit « des filles de fer » ont décidé de descendre elles-mêmes dans les puits pour y faire sauter la mine. Ce faisant, en même temps qu'elles contribuent à un accroissement de la productivité, elles modifient la perception traditionnelle que se font d'elles-mêmes les femmes, ainsi que leurs relations avec les hommes.

Participent à ce nouveau modelage idéologique, les nombreuses héroïnes des opéras créés après la révolution culturelle. Dans « Le Port », c'est une jeune chanteuse qui, sans rien perdre de ses qualités féminines, effectuera auprès d'un jeune étudiant-ouvrier docker en proie à des désirs égoïstes d'évasion, un lent travail de persuasion pour le remettre dans le droit chemin de la ligne révolutionnaire. Et quand les jeunes fillettes des écoles, des comités de quartier ou d'usine, rediront les tirades de la jeune héroïne, elles seront tentées de reprendre à leur compte ses qualités et son dynamisme, façonnant ainsi un nouveau type de femme.

Ainsi, c'est ce nouveau pas dans le processus de libération de la femme qui va entraîner la famille dans une nouvelle orientation. Appelée une fois de plus à faire rupture avec ses tendances archaïques qui faisaient de la structure familiale le creuset de développement des aspirations individuelles, la famille devient un lieu de concertation parmi d'autres, où les membres du groupe s'entraînent à une réflexion critique sur leurs propres contradictions.

A la notion de famille restreinte fait place celle, plus élargie, de « grande famille socialiste ». Une nouvelle morale, dite « prolétarienne » développe des sentiments de respect et d'affection, non pas exclusivement à l'égard des parents ou des enfants mais de tous les hommes, y compris les vieillards, les handicapés. Les grands-parents n'ont plus de pouvoir de décision dans la vie familiale et ils ont de plus en plus un logement personnel. Mais ils participent activement à la vie collective par les récits que seuls ils peuvent faire sur les méfaits de l'ancienne société.

Quant aux enfants, à qui les lois révolutionnaires avaient restitué le droit à l'existence biologique (article 13 de la loi sur le mariage : il est strictement interdit de noyer des nouveaux-nés...), ils acquièrent à présent, comme les femmes, une existence politique. Enseignés, ils peuvent aussi devenir enseignants dans la mesure où l'on peut



apprendre d'eux des qualités révolutionnaires.

En ce qui concerne la consigne du mariage tardif, il n'est pas question de contrainte obligatoire, pénalisée ou récompensée. Il s'agit de faire intérioriser la norme de façon que la pratique devienne spontanée. Du reste, la législation de la République Populaire de Chine prévoit comme âge légal du mariage : 18 ans pour les filles, 20 ans pour les garçons. Or, « ce n'est pas la limitation des naissances qui est donnée comme justification première de cette consigne ; mais bien plutôt le souci de permettre à la jeune fille de sortir du cercle familial, de lui donner de vivre un temps où, n'étant plus dépendante économiquement et moralement de la famille de ses parents, elle ne le soit pas encore de sa propre famille. Cette indépendance conquise, elle voudra la conserver quand elle se mariera et sera désireuse d'instaurer entre son mari et elle des relations de réciprocité et non de dépendance. »

L'enseignement de la révolution russe

Que l'âge du mariage soit retardé, cela ne pose un problème à nos mentalités occidentales que parce que cette pratique se double d'une autre consigne, celle de l'ascèse sexuelle : En effet, « les relations sexuelles avant le mariage sont déconseillées et critiquées, les contraceptifs libres pour tous les couples mariés ne sont pas autorisés pour les célibataires ; les mères célibataires sont critiquées et doivent s'expliquer ». Là encore, on ne peut comprendre sans avoir recours à une analyse historique. Dans la société ancienne, la monogamie n'existait que dans la loi écrite, non dans les faits ; c'est la polygamie qui était encore la véritable pratique sociale et ce, pour les hommes, non pour les femmes.

L'affirmation du droit à la monogamie représente une victoire pour les femmes, un progrès dans leur libération.

L'évolution de la famille chinoise actuelle est un point d'achoppement pour bon nombre d'observateurs occidentaux. Les tenants du conservatisme et de l'ordre social s'élèvent contre la collectivisation de l'éducation comme étant une atteinte aux prérogatives « naturelles » des parents et les partisans révolutionnaires considèrent comme situation réactionnaire le maintien de la famille monogame comme seul lieu de la pratique sexuelle. Nous ne retiendrons pas les critiques des premiers, ayant suffisamment fait apparaître les liens qui unissaient dans un même système social, pouvoir féodal et pouvoir parental. Aux seconds, nous avons tenté d'apporter des éléments de compréhension en faisant apparaître quelques-unes de « ces particularités proprement chinoises » auxquelles Mao-Tse-Toung entendait adapter la théorie marxiste léniniste : faible niveau des forces productives, nécessité de l'apport de l'économie domestique, appui nécessaire sur le groupe familial comme lieu de diffusion de l'idéologie et la justification de cette pression idéologique pour transformer les mentalités et les comportements de façon adéquate au mode de production socialiste. La stratégie révolutionnaire chinoise est d'opérer des transformations radicales de l'intérieur des manifestations sociales traditionnelles.

Du reste, l'histoire de la révolution russe nous enseigne que des bouleversements trop hâtifs engendrent souvent des mouvements réactionnaires en retour, freinant doublement la transformation ultérieure des structures. C'est ainsi qu'après une phase de désintégration assez prononcée de la famille, a suivi un retour à un moralisme sexuel conservateur, non sans effet sur un blocage certain de l'avancée socialiste. Et les responsables politiques chinois, qui ont suivi de près l'évolution soviétique, ont peut-être tiré profit de cette expérience

MADAGASCAR D'UN GENERAL A L'AUTRE

CH. HENRIET

« La population entière est dehors pour voir passer le général, et ce peuple humble, courbé, chapeau bas, forme une haie pressée et soumise qu'il traverse impassible... toute une affirmation de puissance souveraine et de force écrasante... »

C'était il y a 75 ans ; Lyautey arriva à Tananarive, appelé par le général Galliéni pour réduire la résistance malgache sur les plateaux puis dans le Sud.

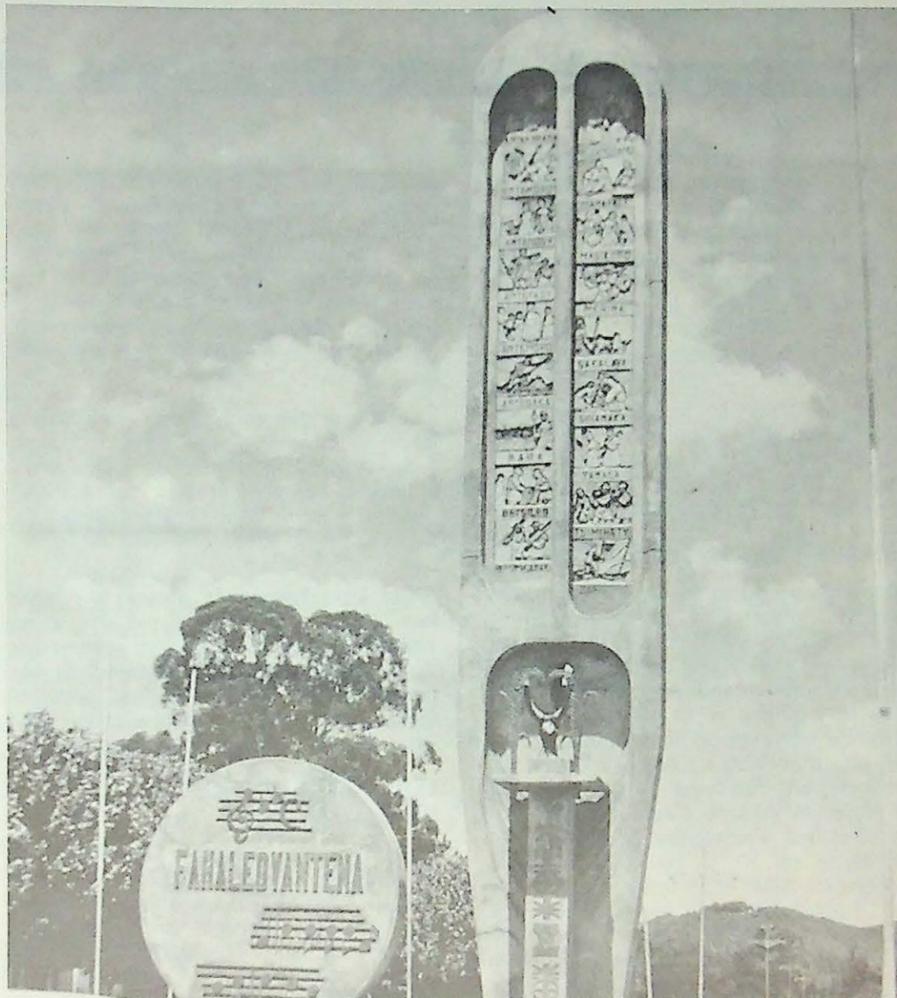
« C'est moi qui forme le gouvernement avec les hommes que j'ai choisis... c'est moi qui détermine la politique du pays » ... déclare aujourd'hui le général Ramanantsoa, menaçant les « troubles », si l'ordre ne se rétablit pas, de proclamer la loi martiale. » Bon début.

Galliéni et Lyautey, au prix d'une centaine de milliers de morts, ont vaincu : Rab zavava, Rabozaka, sur les plateaux en 1897 ; Rainandriamampandry, le gouverneur militaire de Tananarive, que l'armée française n'avait pas pu faire plier, fut fusillé ; le Sud fut déclaré pacifié en 1902 : « seule tiennent encore la brousse le jeune et brave Imaharanga, que nous estimons tous et qui nous hait — mes officiers l'appellent « le héros de l'indépendance » — et le chef de bande Tsiaboro ». La province se souleva en masse en 1904, et en 1915 connut une guérilla populaire, le mouvement des Sadiavahy. Et bien d'autres, dans toute l'île, ainsi qu'en 1947, sur lesquels glisse l'histoire malgache officielle, témoins de la persévérance d'un peuple dans sa lutte contre l'opresseur.

C'est de nouveau le peuple du Sud qui en avril 1971 se souleva le premier contre l'opresseur, à l'appel du parti populaire qu'était le Monima et de son chef Monja Jaona. L'opresseur a changé de visage, il est Noir : mais, ainsi que l'écrit l'hebdomadaire catholique malgache « Lumière » : « l'Etat est perçu comme un étranger dans les communautés villageoises... aux yeux de ces populations, il n'y a guère de différence entre la situation ancienne et celle d'indépendance... ».

« Lutter par tous les moyens possibles contre le néo-colonialisme et le gouvernement dictatorial mis en place par la France depuis le 14 octobre 1958 aux dépens du peuple malgache, grâce à ces instruments que sont les dirigeants actuellement au pouvoir. Ils ont pour mission de couvrir les intérêts de l'impérialisme français dans sa politique néo-coloniale de domination, d'asservissement et d'exploitation du peuple malgache. La lutte que nous menons est une lutte de libération nationale. »

(Congrès du Monima, Tuléar, septembre 1969.)



Le monument de l'Indépendance à Antsirabe (photo Berson)

La répression, on le sait, fit un millier de morts. Depuis, on affirme officiellement que la province est ralliée à 100 %, que tout est oublié. Mais la région est quadrillée par des militaires français et malgaches : « Le Sud est un état policier, quadrillé par des services qui se surveillent les uns les autres et se méfient entre eux : Présidence, Intérieur, Armée, Gendarmerie. Tous les mouvements de la population sont étroitement surveillés.

Tous les garde-côtes, de Mananjary jusqu'à Morondava, ont été passés à l'armée française. Sur tous les aéroports se trouve un avion de combat, armé aux roquettes, prêt à entrer en action. Un officier français à Tuléar, interrogé sur ce qu'il faisait, a répondu : On est là pour le boulot, comme au Tchad ». [Lettre d'un correspondant de Tuléar au Groupe d'information Madagascar Océan Indien « GIMOI ».]

400 hommes au moins sont encore en prison, sans jugement, ainsi que Monja Joana : c'est à travers eux que des liens s'établissent avec les élèves et étudiants en grève de mai 72, qui réclament avec insistance la libération des prisonniers politiques : la lutte des paysans illettrés pour leur dignité et leurs droits de citoyens est reconnue dans les faits comme proche de la leur par les futurs intellectuels du pays, — ou en tous cas, par une partie d'entre eux.

LES NOUVEAUX RASANJY

Quand on demandait aux lycéens ce qu'était un traître, ils répondaient sans hésiter : Rasanjy. C'est l'homme qui livra Tananarive à l'armée française, en 1896. La rue qui mène au palais du gouvernement porte encore son nom.

En juin 1971, c'est Richard Andriamanjato, leader de l'AKFM, qui se voyait décerner ce titre par un journal proche du Monima. Il avait dénoncé le soulèvement du Sud comme une provocation américaine : « Où le Monima aurait-il pu se procurer de l'argent ? On ne peut écarter a priori un désir profond de créer un climat d'insécurité pour profiter de la confusion afin d'éliminer ceux qui s'opposent au développement de l'influence américaine à Madagascar ».

Pourtant l'AKFM — 20.000 adhérents au maximum, essentiellement dans la moyenne bourgeoisie des villes — était apparu en 58 et jusqu'en 65 comme le grand parti d'opposition, d'inspiration marxiste, lié aux pays d'Europe de l'Est. Il a trois députés à la Chambre, et tient la mairie de Tananarive. Mais depuis 1965, il s'est rapproché du parti social démocrate au pouvoir à Madagascar, jusqu'à s'affirmer d'accord à 80 % avec lui ; il a mis la sourdine à sa revendication de révision des accords de coopération.

En mai 72, le symbole de son implantation politique, l'Hôtel de Ville de la capitale, a été incendié par trois fois,

et le 20 mai, l'AKFM apportera son soutien au général Ramanantsoa, se rangeant ainsi du côté de la bourgeoisie, qui soupire de soulagement à l'avènement de l'armée au pouvoir : un homme de grande famille Merina, francophile convaincu, et dont la présence sur le podium aux côtés du cardinal et des dirigeants protestants et anglicans lors de la cérémonie de Pentecôte à la mémoire des morts du 13 mai, montre qu'il s'est rallié les officiels des églises... C'est un prêtre en vue qui a le premier réclamé un gouvernement militaire comme solution provisoire à la crise. Curieusement, les premières pancartes demandant aux généraux de prendre le pouvoir sont apparues, dans la grande foule confuse des manifestants, après les premières fusillades, quand d'autres voix ont demandé le départ de Tsiranana, et cette revendication partielle a été aussitôt entendue.

Le général a d'abord essayé la manière forte : réquisition des postes et du chemin de fer, exigence de l'autorisation préalable à toute réunion publique, ordre de reprendre le travail, affirmation du maintien de Tsiranana comme Président de la République. Mais il a dû négocier avec le comité de grève, accepter — mais le mettra-t-il en pratique — quelques-unes des revendications : son régime est provisoire, on libérera les prisonniers politiques... les accords de coopération peuvent « évoluer ». Il a des difficultés pour constituer son gouvernement, n'ayant pu désigner encore que le ministre de l'Intérieur, le lieutenant-colonel de gendarmerie Ratsimandrava, autre loyal serviteur de la France, décoré le 23 mars 1972 par l'ambassadeur de France, après avoir dirigé l'an dernier la répression dans le Sud, puis les enquêtes et perquisitions consécutives à l'arrestation de Resampa et au « complot » de Régis Rakotonirina.

DES RIVALITÉS TRIBALES ?

« Habitants de Tananarive, soyons prudents... pour éviter les mauvaises interprétations de la part de nos compatriotes habitant en province : elles pourraient éventuellement créer une guerre civile. » Ainsi s'exprimait une personnalité, le 19 mai.

Le spectre des affrontements entre ethnies est hautement brandi : il justifie le maintien de Tsiranana, garant de l'unité nationale. Il permet les attermoissements en face des revendications des manifestants de Tananarive, en grande majorité Merina.

Il est vrai qu'il y a là un danger, ou une possibilité de troubles.

(1) Publie un bulletin mensuel, 316, rue Saint-Jacques, Paris-5^e.



suite de la page 11

C'est pourtant un vieux spectre, ayant déjà servi à la politique coloniale qui a fait son possible pour le rendre effrayant.

Ainsi le gouvernement français — sous l'égide, hélas, de la SFIO de l'époque — avait-il créé en 46, Tsirinana étant parmi les premiers responsables, le parti des deshérités (PADESM) parmi les côtiers, pour faire pièce au parti national MDRM, dont l'implantation semblait forte surtout sur les hauts-plateaux, parmi les Merina et les Betsileo. Mais en 47, c'est sur la côte

et les contreforts montagneux de l'Est que la rébellion a été la plus vivace. Ainsi avait-on scolarisé les Merina — les premiers lycées côtiers ne s'ouvrirent qu'en 1958 — pour en faire des agents coupés des provinciaux qu'ils administraient ; ainsi insistait-on contre toute vraisemblance sur la diversité des dialectes, voire des races d'origine.

Le gouvernement de Tsiranana n'est pas privé de suivre le chemin ainsi tracé. Sa meilleure réussite a sans doute été le recrutement des trois corps d'armés : la gendarmerie, formée essentiellement d'hommes des plateaux, a pu être envoyée en répression contre les gens du Sud ; les Forces républicaines de sécurité, recrutées parmi les Bara et les côtiers, ont tiré sur les manifestants de Tananarive, alors que gendarmes et armée se

tenaient en retrait. On voit quelles haïnes locales cela peut susciter, et on comprend une des raisons qui ont pu inciter la foule tananarivienne à acclamer les généraux, le 17 mai.

CE N'EST QU'UN DÉBUT

L'intérêt politique de ces manifestations, dont les motifs et les revendications ne sont pas sans quelque confusion et sans quelque ambiguïté, c'est qu'elles se sont produites simultanément et spontanément dans tout le pays, et qu'on a vu s'y ébaucher une liaison entre les intellectuels et les salariés, pendant la grève générale et au sein du comité de grève.

La liaison avec le mouvement paysan n'est pas encore affirmée : cependant, les étudiants ont réclamé la libération

des prisonniers d'avril 1971, et, chose étonnante, l'homme choisi par les travailleurs de la capitale comme porte-parole dans le « comité des 26 » qui a négocié avec le pouvoir pendant le week-end de Pentecôte est un ancien dirigeant du Monima dissous, professeur à l'Université, Manandafy Rakotonirina, en liberté provisoire depuis mai 1971.

Dans ce pays à 85 % paysan, c'est en dernier ressort le peuple des campagnes qui « porte dans ses bras l'avenir et les espoirs du pays » : n'ayant rien à perdre, ils n'ont pas comme les intellectuels à surmonter la tentation de l'Occident. Quand la jonction se sera faite dans la lutte entre ces forces, paysans, salariés et intellectuels, les puissances impérialistes pourront trembler. □

La situation en Irlande après le référendum

Le 10 mai, les Irlandais se sont prononcés pour l'entrée de la République d'Irlande dans le Marché commun. Mais les conséquences de ce référendum dépassent la question posée. Lynch et le Fianna Fail (1) en auront profité pour évaluer la force de mouvements révolutionnaires qui soutiennent la lutte au Nord et qui se battent pour l'Irlande unie et socialiste.

Le Fianna Fail et le Fine Gael, les deux partis de la majorité, appelaient à voter oui. Le parti travailliste irlandais, l'ICTU (2) et les Sinn-Fein (3) appelaient au vote négatif.

LA POSITION DES SINN-FEIN

L'expérience du traité de libre échange avec l'Angleterre a servi aux Sinn-Fein. Déjà, en 1965, ils s'étaient opposés à ce traité, prévoyant ses effets négatifs sur l'économie irlandaise. Depuis la ratification, la dépendance de l'Irlande par rapport à l'Angleterre n'a fait que s'accroître. Les ressources de l'Irlande ont fui vers l'Angleterre, et la situation sociale s'est aggravée. Le résultat est l'existence d'un taux de chômage de 10 % (80.000) et d'une émigration très importante. La menace sur l'agriculture est lourde aussi. La petite exploitation, moyen de survie pour une grande partie de la population, serait menacée par l'entrée dans la CEE. Sur le plan politique, les six comtés du Nord n'ont pas été consultés, ce qui est inacceptable par les Sinn-Fein (4).

Mais, une fois de plus, les Sinn-Fein ne se contentent pas de prendre position. Ils proposent une alternative, conscients de l'isolement dans lequel se trouverait l'Irlande seule, face à la CEE. Les richesses irlandaises permettent de passer des contrats partiels (5) ou d'autres types d'associations avec les pays restant en dehors de la communauté.

DES MENACES PESENT A NOUVEAU SUR LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES AU SUD

Le résultat a été écrasant : 1.041.890 oui et 211.891 non. Le pouvoir a immédiatement exploité cette victoire, les attaques contre les Sinn-Fein se retrouvent dans tous les discours. O'Malley, le ministre de la Justice, a déclaré que le résultat du référendum était « une grande défaite pour ces groupes qui usent de moyens anticonstitutionnels pour arriver à leurs fins ». Il est à craindre que fort de sa victoire, Lynch utilise à nouveau la loi sur les offenses contre l'Etat, loi rappelant les pouvoirs spéciaux en Irlande du Nord. Cette loi permet l'interdiction de toute organisation ou journal, l'arrestation et l'internement sans jugement, la condamnation par des tribunaux militaires spéciaux.

En effet, il demande même à son gouvernement de renforcer cette loi pour détruire les camps d'entraînement de l'IRA.

Mais ceux qui étaient descendus dans la rue il y a quelques mois quand

des militants de l'IRA étaient arrêtés au Sud, les 40.000 manifestants qui avaient participé à l'incendie de l'ambassade d'Angleterre n'ont pas disparu ; le mouvement de sympathie qui se développait lentement au Sud ne peut s'être éteint. Les Sinn-Fein doivent voir dans cet échec l'insuffisance de leur action auprès de la population du Sud.

Le 14 mai, les protestants établissent pour la première fois une « no-go area » (6). Des barricades similaires à celles construites par les catholiques à Derry sont édifiées pour 24 heures par l'Ulster Defense Association.

C'est l'avertissement donné à Whitelaw (7) par l'UDA pour que d'ici cinq semaines il satisfasse aux revendications des loyalistes protestants. Si satisfaction ne leur est pas donnée, l'UDA multipliera ces zones et les établira de manière permanente.

LES REVENDICATIONS PROTESTANTES

L'UDA veut que Whitelaw relâche les prisonniers politiques protestants, qu'il apporte une solution militaire au « problème » de Creggan et du Bogside (Derry) et qu'il détruise l'IRA. L'IRA a déjà répondu : « Les menaces de représailles ne feront pas abandonner au peuple irlandais ses aspirations nationales légitimes. »

Le moment de l'affrontement direct semble se rapprocher, chacun renforce ses positions et les fascistes protestants lancent des appels à la guerre civile.

Le fasciste Craig parlant de la situation en Ulster a déclaré : « En raison de cette détérioration, il serait maintenant prudent pour les loyalistes de ne pas ignorer l'éventualité d'une guerre civile. »

Dans un manifeste, il demande le rétablissement du Stormont, sinon il se déclare prêt à lutter avec son mouvement (Ulster Vanguard) pour une « Ulster britannique et indépendante ». Il pose cinq revendications immédiates : rétablissement de la sécurité comme avant le « direct Rule » ; application sans discrimination de la loi criminelle ; fin de la répression discriminatoire qui frappe « les loyalistes qui défendent leur constitution » ; démantèlement des groupes qui luttent contre les « sujets de Sa Majesté » ; suppression des « no go areas » catholiques.

A ce propos, il appelle à une manifestation de masse contre ces zones libres de Derry. L'IRA a déjà averti Craig de la réponse qu'elle donnera à cette provocation : « On l'accueillera, lui et sa légion, d'une manière qu'il n'oubliera jamais. On lui conseille de prendre un aller simple pour se rendre à Derry ce jour-là. »

LES PROTESTANTS DIVISES ?

Le 19 mai s'est tenu à Belfast le congrès de l'Ulster Unionist Party. Les

déclarations qui l'ont précédé ont laissé apparaître une grande division. Taylor, l'ancien ministre de l'Intérieur de l'Ulster que l'IRA avait malheureusement raté dans un attentat il y a quelques mois, apporte son soutien à Craig. Craig menace de quitter le parti s'il n'accepte pas son plan. Paisley (8) s'est à nouveau prononcé pour une intégration complète à la Grande-Bretagne. Faulkner (9) soutient l'initiative de l'UDA.

Mais, pour éviter la dislocation, Faulkner a proposé à Craig de prendre une place plus grande dans la politique du Parti. Cette unité est nécessaire pour garder un parti fort, près à reprendre le pouvoir en mars prochain.

WHITELAW ATTAQUE PENDANT UNE INSPECTION A NEWRY

Alors qu'il sortait du Q.G. de la RUC (10) à Newry, il fut pris à partie par la foule catholique. Une femme a crié : « Maintenant, vous savez à quoi ça ressemble d'être haï. »

La situation est inquiétante, les affrontements se font plus fréquents et plus durs. Le week-end dernier a été marqué par la mort de neuf personnes et des dizaines de blessés. Un pub catholique a été plastiqué par les protestants qui ont ensuite tiré sur les sauveteurs. L'IRA est intervenue pour les dégager.

LES ERREURS DES OFFICIAUX

L'IRA officiel a exécuté un soldat de l'armée britannique originaire de Greggans. L'exécution de ce soldat en permission a ajouté au mécontentement de la population du Derry Libre. Depuis plusieurs mois les officiels punissent, sans avis de la population, les collaborateurs. Déjà il y a quelques semaines, une Irlandaise de 15 ans avait été passée au goudron et aux plumes.

Mardi dernier une délégation de femmes, accompagnée par des membres de l'IRA provisionnel s'est rendue au P.C. des officiels à Derry pour demander leur départ.

Au moment où les zones libérées sont menacées, on ne peut que déplorer ce genre d'actions qui facilitent les attaques contre le mouvement républicain. □



(1) Lynch est le premier ministre de la République d'Irlande, il est membre de Fianna Fail, parti conservateur irlandais.

(2) Le parti travailliste irlandais est très faible. ICTU est le syndicat irlandais. Le taux de syndicalisation dans l'industrie et les services est de 50 % mais il est faible pour l'agriculture.

(3) Sinn-Fein Official et Provisionnel. Ce sont les deux organisations politiques qui correspondent aux deux branches de l'IRA.

(4) En 65, il n'y avait pas encore eu la scission entre provisionnel et officiel.

(5) En particulier pour le zinc et pour l'élevage (surtout bœuf).

(6) Zone contrôlée par les habitants, interdiction d'entrée aux personnes extérieures, armée et police.

(7) Gouverneur anglais de l'Irlande du Nord.

(8) Pasteur, ancien leader fasciste, a perdu de son influence depuis le Direct Rule.

(9) Ex-Premier ministre d'Irlande du Nord.

(10) Royal Ulster Constabulary : police de l'Irlande du Nord, tous ses membres sont protestants.

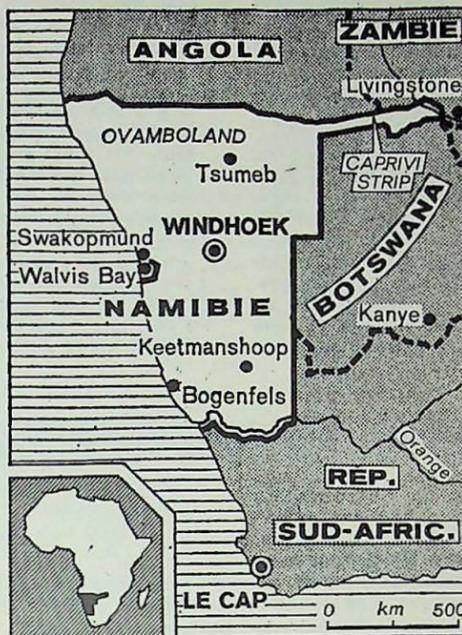
LA VERITE DONT ON NE PARLE JAMAIS SUR LA NAMIBIE

Sur ce territoire vaste comme la France et l'Allemagne de l'Ouest réunies, situé entre l'Afrique du Sud et l'Angola, se trouve réalisé le plus bel exemple d'intégration des différents impérialismes. « Comme des voleurs dans l'ombre de la nuit », les monopoles internationaux opèrent leur pillage à l'abri des lois sud-africaines qui interdisent depuis 1965 la publication de toute statistique concernant l'économie namibienne. Top secret. On sait toutefois que 46 compagnies étrangères exploitent et prospectent actuellement les richesses naturelles que recèle le « désert namibien » (selon l'expression sud-africaine, pour accréditer le fait que la Namibie est pour elle, non une source de profit mais lui coûte en dépenses d'équipements !). Citons l'uranium, l'or, les diamants (2^e producteur au monde), le cuivre, le plomb, le zinc, le pétrole... ainsi que certains métaux rares tel le germanium, dont l'emploi dans les armes électroniques lui confère une importance stratégique. Parmi les compagnies les plus importantes, la Consolidated Diamond Mines, qui est une partie de l'empire du banquier sud-africain Harry Openheimer, contrôle depuis 1888 le marché du diamant ; Falconbridge (Canada) qui produira en 1973, 1.650 tonnes de cuivre par jour ; l'American Metal Climax. Rio-Tinto Zinc vient d'investir à Rössing Mine, qui semble se révéler le plus riche gisement d'uranium d'Afrique. Si le gouvernement allemand, échaudé

par les remous provoqués par la participation de capitaux allemands à la construction du barrage de Cabora Bassa, a refusé sa caution à Krupp, le gouvernement britannique a accordé toutes les garanties à Rio Tinto Zinc pour les vingt années à venir. Bethlehem Steel Corporation (USA) achève la construction d'un nouveau port à Mowe Bay, pour acheminer le cuivre extrait de la région minière de Kaokoveld. La France lutte vaillamment pour se tailler une place au milieu de ces géants. Pennaroya-Le Nickel a obtenu des concessions pour prospecter ainsi que les Pétroles d'Aquitaine conjointement avec la De Beers.

L'esclavage

Inutile de souligner que les bénéfices fabuleux réalisés par ces firmes ne sont pas réinvestis en Namibie, aucune restriction de transfert n'étant imposée par le gouvernement de Vorster, docile instrument aux mains des monopoles. Inutile non plus de s'étendre sur le sort des travailleurs namibiens dont la situation est qualifiée dans les récents rapports de l'ONU comme « voisine de l'esclavage ». A chaque nouvelle concession accordée à une compagnie étrangère, correspond une nouvelle déportation de la population africaine, qui se trouve ainsi refoulée sur une partie toujours plus exiguë de son territoire national et contrainte, faute d'autre possibilité, de vendre sa force



de travail aux conditions imposées par les employeurs blancs. L'idéal, pour régler définitivement le problème que les nationalistes posent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la République d'Afrique du Sud, serait de réduire le peuple namibien pourtant déjà très clairsemé (à peine un million pour 824.269 kilomètres carrés) pour amener une majorité blanche (ils sont actuellement 90.000 environ) et légaliser l'intégration du territoire à la République sud-africaine. La colonisation allemande n'a pas eu le temps de mener à terme la « solution finale » qu'elle avait projetée (70 % seulement des populations ont été exterminées pendant les guerres de pacification). La République sud-africaine, qui s'est vu confier l'administration du territoire au nom de Sa Gracieuse Majesté Britannique, afin d'y « développer le bien-être matériel et moral et le progrès social des populations », selon les termes du mandat, a interprété à sa manière sa mission civilisatrice. Grâce à la sous-alimentation et au manque de soins médicaux, la mortalité infantile est une des plus élevées du monde. Grâce également aux contrats de travail déportant pour plus d'un an les hommes dans les zones minières éloignées des réserves où leur famille reste assignée à résidence, les chances

de reproduction se trouvent limitées. Lorsque les travaux d'aménagement du fleuve Kunene à la frontière angolaise seront terminés, vers 1974 (financés du côté français par le Crédit Lyonnais et le Crédit Commercial de France) un flot de quelques milliers de nouveaux colons blancs est attendu sur les terres nouvellement fertilisées qui leur seront attribuées. Et le tour sera joué.

La création de onze « mini-Etats » est prévue, mouture locale de l'« indépendance dans l'interdépendance », où une ombre de pouvoir est accordée à des chefs appointés et révocables à tout instant par le gouvernement de Pretoria. Au terme de ce plan, le peuple namibien parqué sur 1/10 de son territoire national, retribalisé, atomisé, aura cessé d'exister en tant que peuple. Le champ sera libre.

Quelle indépendance ?

Cela, c'est leur plan. Mais aujourd'hui le peuple namibien est encore bien vivant et uni.

La grève nationale qui a paralysé de décembre à février toutes les activités du pays a montré sa combativité et son degré de conscience politique.

Il sait depuis quelques années déjà que la « justice » internationale est un vain mot. Ceux

VIENT DE PARAÎTRE

« TS » publiera désormais une liste des livres et revues qui viennent de paraître et qui peuvent intéresser les militants. Cette liste est divisée en rubriques, avec tout l'arbitraire qu'une telle division comporte. Les lecteurs ont la possibilité de passer des commandes de livres à la librairie de « TS ». Ils bénéficient à cette occasion de 10 % de réduction sur chaque achat ou du franco de port postal.

● Sciences sociales

- J. d'Hondt. De Hegel à Marx. PUF 37 F.
- J.-P. Barou. De la liberté de la presse à la presse de la liberté. La Taupe 7,50 F.
- A. Michel. Sociologie de la famille et du mariage. PUF 18 F.
- H. Lefebvre. Marx. PUF 7,50 F.
- J. Piaget. L'épistémologie génétique. Que sais-je ? 3,95 F.

● Politique

- D. Guérin. La révolution française et nous. La Taupe 7,50 F.
- Mao. Le livre rouge de la révolution culturelle. La Taupe 7,50 F.
- Staline. Principaux écrits avant Octobre. La Taupe 15 F.
- Général Beaufre. La guerre révolutionnaire. Fayard 32 F.

● Histoire

- Marat. Les chaînes de l'esclavage. 10-18 8 F.
- A. Kaspi. La naissance des Etats-Unis : révolution ou guerre d'indépendance ? PUF 9 F.
- C. Arnold. La Chine ou le suicide des blancs. Fayard 32 F.
- M. Cadiot. Cent ans de guerre au Vietnam. Jeune Parque. 16,30 F.
- J. Mauriac. Mort du Général de Gaulle. Grasset 19 F.

COURRIER DES LECTEURS

On peut lire dans TS n° 533 page 6, au sujet de la relation de la lutte du Joint Français par Politique-Hebdo que « ce journal nous avait habitué à plus de sérieux dans ses analyses, à plus de scrupule dans ses relations ». Cette critique justifiée serait encore plus pertinente si on ne pouvait pas la retourner contre TS. Or dans la relation de la même lutte par TS (n° 533 à 536), l'action de deux organisations au moins est délibérément passée sous silence. Nulle part en effet il n'a été question de l'Union démocratique bretonne qui a pourtant été partie intégrante du comité de soutien. La volonté du PSU de lutter en faveur des minorités ethniques de France gagnerait en crédibilité, si, à l'occasion d'une lutte qui s'établit à l'échelle de la Bretagne tout entière, il se faisait au moins l'écho de la part de l'action revenant à une importante organisation qui poursuit ce même combat dans la nation bretonne.

Nulle part non plus il n'a été question du MODEF (l'organisation agricole du Parti communiste) qui, s'il n'a pas fait partie du comité de soutien, a néanmoins activement contribué au ravitaillement des grévistes. La volonté du PSU de combattre toute exclusive dans le soutien des luttes gagnerait

en crédibilité si, à l'occasion de la relation de ces luttes, il n'en établissait pas dans les colonnes de TS. J'attends avec confiance la parution dans le prochain TS d'une mise au point sur cette affaire.

Un abonné, Daniel Le D.

La publication de cette lettre constitue la meilleure mise au point. TS

TS doit survivre aux difficultés du moment éprouvées par le parti.

Par ailleurs, Rocard n'a pas été mauvais face à Sanguinetti; pourquoi cette fausse pudeur d'en parler. Les questions écrites et orales posées au nom du parti à l'Assemblée nationale devraient être publiées avec réponse et commentaires.

Démagogie ? non, information !

Ivan K., Seine-et-Marne

Il y a une amélioration nette de TS depuis quelque temps. Mais il reste peu attrayant pour celui qui n'est pas vraiment dans la lutte politique ou syndicale; il faudrait que le « travailleur moyen » puisse y trouver un autre son de cloche sur les mille et un éléments de son univers quotidien: l'augmentation du prix du bifteck, le tiercé, les four-

nitures scolaires de ses gosses, la mode (comment, si j'ose dire, on manipule sa femme), la santé, les émissions de TV de la semaine, etc.

D. B., Allier

Tout à fait d'accord. TS va s'efforcer d'insister plus souvent sur ces aspects de la vie quotidienne. Que les camarades qui ont réfléchi à ces questions n'hésitent pas non plus à nous écrire.

Ci-joint un chèque de trente francs pour aider TS qui commence à être plus digeste. Je le fais lire autour de moi (à l'école normale de Nice) et les gens le trouvent mieux qu'avant. Mais il faudrait essayer de donner plus d'informations sur la semaine politique écoulée, ce qui serait susceptible d'élargir son audience.

P. B., Alpes-Maritimes

L'ensemble du numéro 535 le rend invendable: articles sur le sport professionnel, l'église protestante... en nombre; mais rien sur la lutte du Joint Français (l'interview de Le Foll étant plutôt un approfondissement sur la « stratégie institutionnelle » du PSU), rien sur celle de Berliet, rien en un mot sur les sujets qui inté-

ressent les gens qui nous soutiennent, rien qui montre que le parti est inséré dans les luttes qui se mènent actuellement.

B. G., pour le groupe PSU de l'INSA, Villeurbanne

TS ne dispose pas de journalistes permanents capables de se rendre sur les lieux chauds de l'actualité. En matière de luttes sociales, les informations que donnent TS lui parviennent par les militants qui mènent ces luttes: Ainsi, nous avons publié un numéro spécial sur le Joint Français quand nous avons reçu les éléments d'informations indispensables. Pour notre part, nous continuerons à nous refuser à écrire des articles généraux sur le thème « Les luttes montent » quand aucun indice ou presque ne nous vient de la base pour le confirmer.

Quant à dire que les articles sur le sport, sur l'évolution de l'Eglise, sur la vie quotidienne du « travailleur moyen » comme le dit ci-dessus le camarade de l'Allier, sont sans intérêt et rendent le journal invendable, cela est démenti à dix contre un par tout le courrier qu nous recevons et par les contacts que nous avons avec les lecteurs.

TS

suite de la page 13

qui l'exploitent et ceux qui siègent au Conseil de sécurité sont les mêmes — ce qui explique que les 70 résolutions et les 900 réunions tenues sous les auspices de l'ONU depuis 1946 n'aient pas modifié sa situation. Il sait depuis la grève qu'il a le pouvoir de faire reculer l'ennemi en le frappant au cœur: en stoppant l'activité des compagnies étrangères, en créant l'insécurité parmi les colons blancs. Vorster a bien vu le danger.

Les impérialistes aussi. Il fallait briser la grève. Les travailleurs furent rapatriés dans leurs réserves du Nord et il fut fait appel à une main-d'œuvre plus docile. Cette double manœuvre échoua. Sous l'effet d'une solidarité exemplaire, aucun travailleur n'accepta de prendre la place des grévistes. Ceux-ci, de retour chez eux, s'organisèrent et avancèrent des revendications dépassant les simples conditions de travail mais mettant en cause la présence même de l'administration sud-africaine en Namibie. Alors ce furent les renforts de police et de troupes sud-africaines, les fusillades — des

morts, des arrestations par centaines — puis l'insurrection armée qui gagna le sud de l'Angola, des pro-gouvernementaux assassinés, leurs fermes incendiées, une tentative de marche sur Oshakati, la capitale législative de l'Ovamboland, entreprise par plus de 6.000 Ovambos; de nouveaux bataillons amenés par hélicoptères et le black-out total. L'« ordre » a été rétabli; pour combien de temps? Grâce aux bons offices de la France, l'ONU a dépêché son secrétaire général, M. Waldheim, à Pretoria, pour rechercher une solution. (Cette même ONU qui a retiré depuis 1966 à l'Afri-

que du Sud son mandat sur la Namibie et l'a condamné, sans succès à s'en retirer.) Les conversations furent, paraît-il, fructueuses. Waldheim rencontra des représentants de la Convention nationale, front que viennent de constituer les différentes forces nationalistes et qui serait favorable à un type de gouvernement fédéral dans une Namibie indépendante. Au terme de son voyage, il devait déclarer que « les objectifs de l'ONU et de Pretoria (à savoir l'accession à l'indépendance de la Namibie) n'étaient pas incompatibles! » Quelle indépendance, tout est là. La Namibie

est trop intégrée économiquement et stratégiquement au bloc colonialiste d'Afrique australe pour envisager qu'on l'en laisse sortir de gaieté de cœur. Alors, quel mauvais coup se prépare pour enlever l'initiative de la lutte aux masses africaines? L'accélération de la « bantoustisation »? Un référendum truqué? La formation d'un gouvernement fantoche? Des indices précis font craindre que toutes ces solutions sont envisagées tour à tour. Il faut donc faire vite et aider le peuple namibien à faire entendre sa volonté: « Une Namibie, une nation. »

Ginette PIGEON ■

NOTE DE LECTURE

Les paradoxes du calendrier font que le livre de Paul Bairoch « Le Tiers-monde dans l'impasse » sort à l'époque de la conférence de Santiago sur le développement.

Dans sa conclusion, l'auteur écrit que la réalisation d'une politique de développement à l'échelle mondiale est possible « sans remettre en question le régime économique libéral ». Au même moment, les conclusions désespérément négatives de la troisième conférence pour le développement (la CNUCED) lui infligent un sévère démenti.

A Santiago, les nations capitalistes développées se sont li-

guées pour étouffer tous les problèmes sérieux. Aussi bien sur la question du prix des matières premières, sur celle de l'ouverture des marchés occidentaux aux produits manufacturés du tiers-monde que sur celui du système monétaire international, les riches — et en première ligne, les États-Unis — ont établi un barrage hermétique. On a même assisté au spectacle étrange d'une délégation américaine, qui avait cédé sur le problème monétaire des droits de tirage spéciaux, se voyant obligée de se dédire après un coup de téléphone autoritaire de Washington.

L'an 2500

Si les structures économiques et politiques restent grosso modo inchangées, l'hypothèse la plus favorable pour le tiers monde est la suivante: réduction du taux moyen de croissance démographique à 1,8%. Croissance la Produit national brut à un taux de 6%. Soit un taux par habitant supérieur de 50% à celui des vingt dernières années. Simultané-

ment, on peut faire l'hypothèse que la croissance capitaliste par habitant est la même que celle de ces dernières années soit 3,5% (hypothèse minimum). Compte tenu de ces chiffres très favorables pour le tiers monde, on arrive à une parité des revenus avec les pays développés pour l'an 2500! Autrement dit, jamais.

On sait que la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle s'est assise sur une révolution agricole qui l'avait précédée d'une cinquantaine d'années, permettant ainsi à une immense main-d'œuvre de se libérer de la terre.

L'exploitation de ces nouveaux ouvriers alliée à une démographie en croissance modérée et régulière permet l'essor économique du XIX^e siècle. Pourquoi, demande alors P. Bairoch, ce processus ne s'est-il pas répété dans ce qui est aujourd'hui le tiers monde.

La colonisation

Essentiellement pour deux raisons: la colonisation et l'explosion démographique.

En Europe, un des points de départ de l'industrialisation fut l'artisanat local. En emportant dans les colonies leur production industrielle, les pays colonisateurs ont tué l'artisanat; ils ont tari une source fondamentale du développement des produits manufacturés dans le tiers monde.

D'autre part, la colonisation a entrepris sur le sol colonial les cultures dont elle avait besoin, c'est-à-dire des cultures destinées à l'exportation. Les cultures vivrières furent sacrifiées. Les pays du tiers monde en payent encore le prix. De même, jamais les produits miniers des pays colonisés ne furent employés au développement d'une industrie. Au contraire, dès que cela fut rendu possible par l'abaissement des coûts du transport, ils furent importés à l'état brut en Occident.

Ainsi, bien qu'il n'attaque pas en termes politiques le régime capitaliste qu'il semble défendre, P. Bairoch met néanmoins l'accent sur des points centraux de sa mécanique d'exploitation.

Il met également en lumière le

drame démographique: les pays du tiers monde n'ayant pas accueilli aussi vite les progrès du contrôle de la fécondité que ceux de la médecine en faveur d'une baisse de la mortalité, l'industrie ne parvient pas à absorber le surplus de population ainsi créé. Et c'est le secteur tertiaire — avec tous ses aspects parasitaires — qui en hérite.

La conclusion de ce livre intitulée « Pour une stratégie mondiale du développement » est curieusement idéaliste et cadre mal avec la description du phénomène étudié. Comme nous l'avons dit, la véritable conclusion, c'est l'échec cuisant de la troisième conférence de la CNUCED. Cette conclusion, le Président Allende l'avait déjà tirée dans son discours d'ouverture: « L'ordre économique, financier et commercial si préjudiciable au tiers monde est défendu avec une ténacité infatigable par la plupart des pays riches, précisément parce qu'ils y trouvent leur avantage. »

J. GALLUS ■

(P. Bairoch: « Le Tiers-monde dans l'impasse », col. Idées, 6 F, en vente à T.S.)

L'écologie descend dans la rue

Le 10 juin est prévue à Paris une manifestation le long des berges de la Seine, contre le projet d'autoroute rive gauche voté par le conseil de Paris. Elle est organisée par les associations qui furent à l'origine de la retentissante « manif à vélo » du 22 avril (notamment Les Amis de la Terre, le Comité anti-nucléaire, Etre), et propose les mêmes objectifs : l'interdiction de la circulation automobile privée dans Paris, le développement des transports en commun non polluants, et la mise à la disposition gratuite des Parisiens d'un million de bicyclettes « communautaires », revendication héritée de la « Commune » d'Amsterdam, et reprise l'an dernier à propos du centenaire de la Commune de Paris. Enfin, elle réclame l'épuration de la Seine et l'aménagement de ses berges en lieux de promenade et de loisir.

Le succès considérable de la « manif à vélo », comparée par exemple aux résultats plus limités de la Fédération des usagers des transports en commun, l'ampleur de la récente marche de Fessenheim, la mobilisation suscitée par la cau-

se du Larzac, auparavant celle de Bugey, etc., appelle les révolutionnaires à l'observation d'un double phénomène : l'émergence de nombreux groupes militants « écologiques », dont l'action est de plus en plus radicale et le développement d'actions de masse, dont le caractère populaire s'affirme chaque jour davantage.

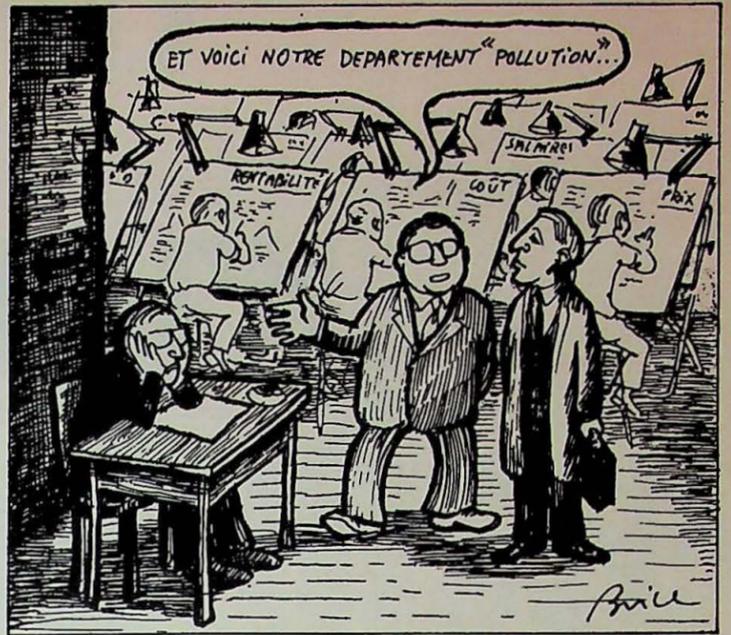
S'il était facile de railler naïvement les conservateurs à tous brins, du genre « Sauvez les bébés-phoques », ceux dont l'objectif se limitait à « protéger » la Nature (encore que la dérision se nourrissait seulement de l'étroitesse de leur action), aujourd'hui, l'activité des militants de l'écologie pose le même problème aux révolutionnaires que le combat des femmes lorsqu'il s'amorçait : impossible de s'en tenir à un rassurant credo en la résolution salvatrice ; c'est ici et maintenant qu'il leur faut se prononcer, face à une mise en cause qui les concerne eux-mêmes, dans leur programme et leur lutte. Ce ne sont plus les seuls rapports de production qui sont contestés, mais le développement technologique tout entier, le concept de valeur-travail, etc.

Car le mouvement écologique s'est profondément transformé : les experts en tous genres qui s'attachaient à résoudre les problèmes de pollution considérés comme les bavures d'un système industriel lui-même tenu pour acquis, sont désormais dépassés. Non que la lutte contre la pollution soit inutile, au contraire : les ana-

lyses de laboratoire des coopératives de consommateurs, les résultats obtenus par des travaux analogues à ceux de Nader aux Etats-Unis et surtout les actions locales de riposte à telle ou telle dégradation, ont une portée anti-capitaliste notable. Mais cette lutte n'a justement d'autre perspective que la mise en accusation politique du système du profit. Quant à éliminer réellement la pollution sans remettre en cause les rapports de production, elle est insuffisante, malgré la floraison des commissions ministérielles et l'apparition de nouvelles industries spécialisées dans la fabrication de produits bio-dégradables ou l'élimination des déchets.

C'est donc vers une autre direction que les experts peu soucieux des luttes de classes ont dirigé leurs recherches, dans des analyses globales plus cohérentes qui mettent en relation la population, les ressources et l'environnement mondiaux. Ainsi le Club de Rome, qui groupe des scientifiques inquiets, utilisant les travaux statistiques réalisés par le Massachusetts Institute of Technology (travaux éminemment contestables, fondés sur un modèle excluant les révolutions !) et le « Blueprint for Survival » (Esquisse d'un programme de survie, publié par le journal anglais *The Ecologist* et contresigné par une centaine de savants), condamnent la croissance économique et préconisent des solutions drastiques (réduction de la production, contrôle sévère de la démographie, etc.) pour éviter la crise planétaire qu'ils prophétisent.

Face à ces travaux de caractère officiel et souvent d'origine gouvernementale, qui seront discutés ce mois-ci à Stockholm, au cours d'une Conférence mondiale de l'environnement réunie sous l'égide des Nations Unies, se dessinent de nouveaux courants qui dénoncent dans ces propositions, sans nier pour autant le bien-fondé de leurs prémisses, une pure et simple tentative impérialiste : les réductions de natalité visent surtout le tiers monde, tandis que les mesures proposées aux



pays développés sont le recours d'un Etat — bourgeois ! — autoritaire et fortement centralisé.

L'action encore indécise de ces courants s'organise dans la lutte de masse anti-pollution résolument dirigée contre les directions des entreprises concernées, dans la construction de circuits économiques marginaux (liant notamment des communautés entre elles), et autour d'une réflexion théorique originale : elle privilégie la critique de l'organisation technologique qui sous-tend les formations sociales capitalistes et entend la recherche de nouvelles formes de production communautaires de taille réduite (Soft Technology - technologie douce). Celles-ci ne sont pas nécessairement artisanales ni rétrogrades ; leur caractéristique est d'être fondées sur l'emploi restreint d'énergie non polluante et de répondre au besoin d'unités économiques assez souples pour permettre leur autogestion par les producteurs, autogestion qui est analysée comme le seul système social autorisant la survie.

Le caractère confus de ces recherches aux résonances parfois rousseauistes, comme l'absence remarquable de toute réflexion sur le pouvoir politique et les conditions de sa trans-

formation, ne doit pas faire négliger la pertinence des critiques adressées tant aux adeptes de l'expansion industrielle sans rivages, qu'aux bavards de l'autogestion qui s'obstinent à brandir la panacée universelle sans en préciser les conditions politiques, économiques et techniques. Pourquoi autogérer les usines Dassault ? Comment autogérer des monstres comme Renault ? De même, l'écho rencontré par la lutte anti-pollution parmi les jeunes et dans certaines régions agricoles, la conjonction du caractère joyeux des actions menées, et des professions de foi ludiques de nombreux révolutionnaires, doivent faire réfléchir ceux qui classent hâtivement la lutte écologique dans un cadre de « vie », et s'empres- sent de l'oublier.

Il est grand temps que les militants révolutionnaires connaissent des préoccupations qui rencontrent les leurs et participent à une lutte dont les objectifs sont semblables sinon identiques. Il faut qu'une indispensable confrontation théorique et pratique éclaire un débat dont la presse bourgeoise est actuellement la seule bénéficiaire. La manifestation du 10 juin en offre une première occasion.

Brice LALONDE.



Au ras du trottoir...

Vous n'auriez pas compris, cher lecteur, que le grand hebdo d'information qu'est *Tribune Socialiste* ne vous tint pas au courant des dernières péripéties de l'affaire de Bruay-en-Artois. D'autant que ça commence à devenir salement politique, par là-bas. Et puis pas trop simple. Au départ, qu'est-ce que c'était Bruay ? Un meurtre, comme il y en a tous les jours. Seulement c'était aussi, pour la bonne presse, celle qui fait ses choux gras de tous les

faits divers, un excellent dérivatif à toutes ces histoires de grèves (dame, on ne peut pas parler que du « Joint français » et des « Nouvelles Galeries », non ?). Et puis, à force de porter ce drame du ras du trottoir sur la place publique, on a fait de cette histoire un problème politique, une petite bombe qui a échappé aux apprentis-sorciers de journaux à scandales... Parce que c'était une opposition dramatique par excellence : le notaire, la fille de mineur, le petit juge, la coalition de la hiérarchie. Bref, l'opposition « le bon-le méchant » qui est à la base de toute bonne histoire policière. Seulement ici, une autre opposition, au départ seulement en filigrane, est venue s'imposer aux yeux de tous : l'opposition bourgeoisie-prolétariat. Parce que les femmes des mineurs se sont rendues compte que si le suspect n° 1 avait été leur époux, ou un bounoule au

nom pas trop de chez nous, le Parquet de Béthune n'aurait pas insisté sur les droits de l'inculpé - qui - est - innocent - tant - qu'il - n'a - pas - été - reconnu - coupable... Et le juge Pascal devenait le symbole de la volonté de la population ouvrière de voir rendre justice à la famille Dewevre. Seulement voilà : cette assimilation du conflit « notaire-fille de mineur » au conflit « bourgeoisie-prolétariat » repose sur un présupposé qui est, précisément, celui qui a été créé par la presse bourgeoise : que le notaire pourrait bien être coupable. Et ce qui est navrant dans cette histoire, c'est de voir des journaux de gauche et même des journaux « révolutionnaires » faire l'assimilation qui est celle à la fois de l'idéologie dominante et d'un instinct de classe primaire influencé par cette idéologie dominante. Quand *l'Observateur* et la *Cause du Peuple* racontent les

menus du notaire, les bruits colportés sur les « mœurs » de sa fiancée (avec un puritanisme outrancier, mêlé de voyeurisme), ils colportent « à gauche » les méthodes et les arguments de l'idéologie dominante. On retrouve ici le débat « gauchistes ou révolutionnaires » ? Faut-il, sous prétexte d'être à « l'écoute des masses » colporter les injustices ? (Car rien pour l'instant, il faut le dire et le souligner avec force, ne permet d'affirmer que le notaire est un assassin.) Ou bien faut-il, comme c'est le devoir des révolutionnaires, faire la part de ce qui est l'environnement politique d'une affaire individuelle, dans laquelle il n'est pas sûr que la spontanéité de l'instinct populaire soit garante de justice ? L'attitude de la justice, les réflexes immédiats des habitants de Bruay, l'environnement sociologique, tout ça c'est politique et doit être analysé comme tel. La culpabilité du no-

taire n'a rien à voir avec son appartenance de classe. Pour la justice bourgeoise, tout travailleur est un criminel en puissance. Et bien, il est de notre devoir de dire, quitte à aller à contre-courant de la mode, que la justice révolutionnaire n'a pas le droit d'épouser à l'envers les arbitraires de la justice bourgeoise.

Thierry MORUS.

PANTHÉON

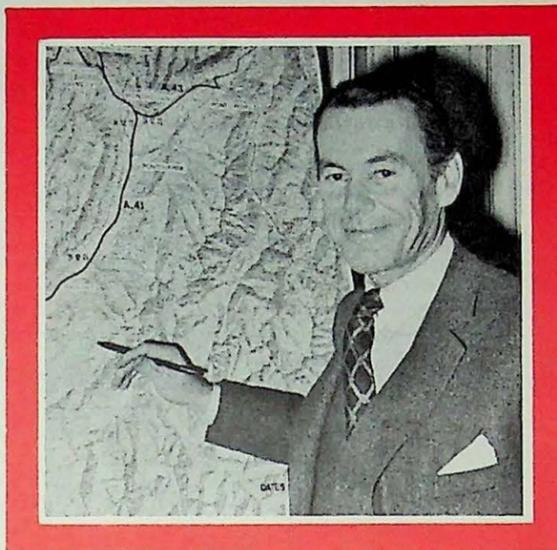
French Connection

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

CHALANDON TU DIS N'IMPORTE QUOI

FRANÇOIS SOULAGE



Albin Chalandon (photo AFP)

Nous avons, en France, un ministre de l'Équipement extraordinaire. Il est capable en moins d'un an de changer trois ou quatre fois de politique, de déclarer sans cesse des choses contradictoires, et surtout de faire le contraire de ce qu'il dit !

Un exemple parmi tant d'autres : La ZUP de Ranguel à Toulouse.

Le 11 février 72, Monsieur le ministre de l'Équipement, déclarait sérieusement à notre confrère « Le Monde » : « Il faut faire de l'urbanisme un véritable service public ». Chalandon expliquait, sans rire, pourquoi et comment il voulait remplacer cet « urbanisme de dérogations » par un « urbanisme de service public ». Il confirmait également sa volonté de maintenir une large part de logements sociaux dans les opérations de rénovation urbaine.

Seulement voilà, comme il dit toujours tant et tout le contraire, impossible de s'y retrouver.

Essayons de démêler les choses.

La poudre aux yeux

Pour M. Chalandon : « Service public, l'urbanisme l'est, car il doit dépasser les seules notions de rentabilité financière et considérer de manière globale la qualité du cadre de vie qu'il veut créer et des conditions de vie qu'il permettra ». C'est pas beau, ça !

Ne croyez pas pour autant que l'État aurait soudain changé de nature. Renversement du tableau : l'État doit définir les objectifs et fixer le cadre. Les constructeurs (privés) seront sous le contrôle de la puissance publique pour assurer la réalisation des objectifs.

Par quels moyens ce contrôle peut-

il se faire ? Rien, silence, pas de questions indiscrettes voyons ! La réponse aurait pourtant été très intéressante pour tous ceux qui, aujourd'hui, constatent qu'aucune ZAC n'est réalisée selon le plan initial, que les équipements sociaux et les espaces verts n'existent que sur les plans.

Les dérogations

« Les dérogations ! Certains pensent tout de suite à l'arbitraire, au favoritisme, voire à la compromission... Cela mérite une sérieuse mise au point pour supprimer toute confusion dans les esprits. »

Pour une fois TS et Chalandon sont d'accord. Il y a en effet une grande confusion, reste à savoir à qui la faute !

Il faut distinguer, paraît-il, deux notions toutes différentes : les violations à la règle et les « adaptations » de détail, qui n'ont d'autre conséquence qu'une intégration plus fine à l'environnement.

Remarquez bien que si c'était vrai, on serait assez d'accord, s'il s'agissait d'augmenter de quelques centimètres en haut ou en large, pour harmoniser le paysage. C'est déjà plus grave lorsque la dérogation aboutit à donner un permis de construire conforme à un plan qui n'est pas encore adopté. Il est vrai que le pouvoir a tous les moyens de le faire approuver, donc là encore, c'est logique !

Autre forme de dérogation, la hauteur : la construction de tours peut être autorisée si la tour, même très haute, ne crée plus de surface totale que le même bâtiment moins haut mais plus long. Après tout, dit M. Chalandon ; « les tours permettent pour un même volume de

construction, d'aérer la composition et de créer des espaces verts dans les villes déjà denses », et puis ajoute-t-il, les tours sont symbole de dynamisme et de modernisme ; elles constituent un témoignage de leurs temps.

Ce qui est ennuyeux dans cette démonstration, c'est qu'au lieu d'espaces verts et de centre culturel, les habitants de la ZUP de Ranguel à Toulouse ont vu pousser une station-service. Consolation, ils ne sont pas les seuls, à Héranville aussi ils y ont eu droit ; à Metz on veut leur faire cadeau de nouvelles tours. Pour ne pas faire de jaloux, à Ranguel, ils auront aussi d'autres tours au lieu de la place centrale.

Une ZUP pas comme les autres ?

A Ranguel, la première tranche a une densité de 500 habitants par hectare, soit 3 fois plus qu'à Sarcelles, les terrains de jeux des enfants représentent un mètre carré pour 8 enfants, il y a 200 places de parking pour 2.000 personnes et pas d'espaces verts.

La deuxième tranche est identique : le nombre de logements prévus sur cette surface a été finalement augmenté ; de plus elle est pourvue du seul supermarché de la ZUP, des écoles prévues dans d'autres parcelles (il n'y avait sans doute plus la place), de la station-service à la place du centre culturel, d'une partie de la bretelle de l'autoroute.

Où sont passés les équipements collectifs, nul ne le sait ; les PTT sont attendus depuis 12 ans, l'école maternelle éternellement provisoire est surpeuplée et inconfortable.

Pourtant la plupart des équipements étaient prévus dans le plan initial. Mais de dérogation en dérogation, rues, couloirs, escaliers, sont devenus les seuls terrains de jeux pour les enfants...

L'entassement

Et la dernière parcelle de terrain nu doit recevoir 400 nouveaux logements portant la densité à 135 logements à l'hectare au lieu des 87 logements prévus.

Or les ZUP ont été instituées en 1958 afin de « lutter contre la dispersion des constructions sur des terrains mal ou non-équipés et de composer des cadres de vie agréables et suffisamment animés » (circulaire du 25 décembre 1959).

Pourtant si l'on en croit la fameuse interview de M. Chalandon une augmentation du nombre de logements construits sur un terrain au-delà de ce que permet le plan d'urbanisme, entraîne pour le promoteur un véritable enrichissement sans cause si c'est la collectivité qui finance les équipements nécessaires. Mais dans la plupart des opérations on a imposé au constructeur des participations financières pour le financement de ces équipements.

Alors, où est passé cet argent ? Hélas la ZUP de Ranguel est bien comme toutes les autres, et les déclarations n'y changeront rien.

D'autres faits, d'autres récits continueront cette intéressante comparaison et montreront que, vraiment, Chalandon dit n'importe quoi pour amuser la galerie et cacher la réalité de l'exploitation dans la vie quotidienne.